

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

Amérique centrale :

LE SOCIALISME, NÉCESSAIREMENT

Il y a une quinzaine d'années de cela, Che Guevara résumait en une formule concise toute son expérience de dirigeant de la révolution cubaine : "ou révolution socialiste ou caricature de révolution". Aujourd'hui, comme en écho, les masses nicaraguayennes rassemblées le 1er Mai 1982 répondent : "au socialisme !" lorsque le commandant Tomas Borge leur demande : "où allons-nous ?". Et dans un texte paru quelques mois avant sa mort, le commandant "Marcial", du FMLN salvadorien, appelle la classe ouvrière à se porter vigoureusement à la tête de la lutte de libération nationale "de manière à créer les conditions économiques, politiques et sociales, de conscience, etc. pour le passage au socialisme". Comme le souligne Radio Farabundo Marti, "un tel combat implique, nécessairement, la participation consciente et organisée des paysans et des travailleurs en particulier. Ils doivent devenir eux-mêmes les acteurs de l'histoire".

Ces conceptions coïncident trop pour être le fruit du hasard; elles sont trop ancrées dans la pratique, dans une expérience réelle, pour n'être que phrases creuses, idéologie décorative. Elles sont en fait le bilan explicite de toutes les luttes anti-impérialistes de ce siècle : ce que les masses obtiennent au cours de cette lutte, les droits qu'elles conquièrent, ne peut être conservé et développé sur le long terme que si le capitalisme, ses lois, son Etat et ses suppôts sont vaincus. Aujourd'hui encore, le seul pays d'Amérique latine où l'analphabétisme a été radicalement supprimé, où existe le droit à l'instruction, s'appelle Cuba.

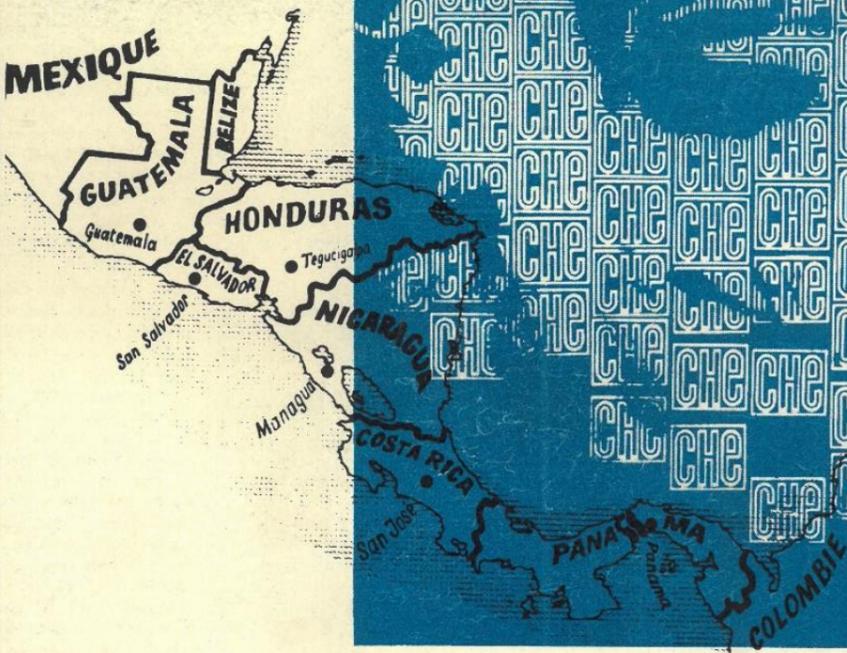
Et pour des millions de latino-américains, il ne s'agit même pas de droit à l'éducation, il s'agit plus simplement du droit de se nourrir suffisamment. Pour que ce droit existe, d'authentiques réformes agraires sont nécessaires. Mais qui donc d'autre peut les mener à bien sinon les paysans pauvres, les travailleurs agricoles et les travailleurs urbains ? Et qui donc a intérêt à s'y opposer, sinon les trusts mondiaux de l'agro-business, leurs Etats, leurs alliés locaux, propriétaires fonciers et marchands bourgeois ? Dès le départ, le droit de manger à sa faim se pose, au fond, en terme de classes et de pouvoir. L'immense mérite des révolutionnaires centro-américains est de l'avoir une nouvelle fois montré, indiquant du même coup la voie pour résoudre la question.

L'actualité renouvelée que prend ainsi la lutte pour le socialisme est en même temps un terrible défi lancé à la face de Reagan et de ses comparses du sommet de Williamsburg. Car eux, que peuvent-ils offrir aux masses laborieuses du globe ? Du sang et des larmes, pour reprendre une formule célèbre. Le sang de la guerre qu'ils préparent et les larmes de la misère qu'ils répandent. Mis à nu par la crise, l'impérialisme apparaît pour ce qu'il est : une politique de force brutale, une chasse politique et militaire aux profits, menaçant chaque jour de plus en plus le sort de l'humanité.

Alors il nous faut comprendre dans toute sa portée l'appel de la révolution centro-américaine : un appel à entreprendre ici aussi et dès aujourd'hui la lutte contre nos exploiteurs communs. A commencer par l'impérialisme suisse et son gouvernement. La Brèche

IMPERIALISMO, NO!

"OU
RÉVOLUTION
SOCIALISTE
OU
CARICATURE
DE RÉVOLUTION"



SOCIALISMO, SI!

DIOXINE DE SEVESO ET D'AILLEURS :

Et si l'on
expropriait ces
empoisonneurs publics ?

Neuchâtel :

DÉPÔT DE L'INITIATIVE POUR UNE CRÈCHE COMMUNALE

L'initiative pour une crèche communale a été déposée vendredi 20 mai avec environ 4 250 signatures. Cette initiative demande à la ville de mettre sur pied au moins une crèche communale. Cette crèche devra disposer d'un personnel qualifié et en nombre suffisant. La contribution des parents devra rester modeste et être calculée selon un barème progressif. (...)

L'initiative pour une crèche communale est soutenue par l'Union syndicale de Neuchâtel (USN), la section communale de la VPOD, le Mouvement populaire des familles (MPF), l'Association suisse pour la décriminalisation de l'avortement et de la contraception (ASDAC), le Parti ouvrier populaire (POP), le Parti socialiste ouvrier (PSO) et les 4 250 citoyens et citoyennes qui l'ont signée.

L'Association de parents et le comité de soutien espèrent que l'unité réalisée lors de la récolte de signatures pourra encore s'élargir lors de la campagne future. Cela sera nécessaire pour le succès de cette initiative.

DÉBAT AVEC JEAN ZIEGLER A MORGES LE 5 MAI 1983

Le Parti socialiste de Morges, la Jeunesse socialiste vaudoise (JSV), les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR)—La Taupé, le Parti socialiste ouvrier (PSO) et d'autres formations de la gauche ont organisé le 5 mai à Morges un débat contradictoire sur les thèses que j'expose dans mon récent livre *Contre l'ordre du monde, les rebelles (Mouvements armés de libération nationale du Tiers Monde)*, collection Histoire Immédiate, éditions du Seuil, Paris, 1983.

Objet de menaces précises et répétées depuis la sortie de cet ouvrage, je n'ai pu me rendre à Morges. Plainte a été déposée, une enquête est en cours. Elle s'oriente vers les milieux d'extrême-droite de Suisse romande, d'Italie et de France, et qui entretiennent des relations suivies avec certaines dictatures d'Amérique latine. Suivant le conseil des autorités, je m'abstiens, pendant quelques semaines, de participer à des manifestations publiques.

A Morges, l'Assemblée a voté une résolution de solidarité, condamnant les atteintes à la liberté d'expression, de débat, d'analyse. Plus de deux cents personnes ont signé de leur main cette résolution, qui m'a été envoyée ainsi que les signatures par les camarades. Ce geste amical m'a profondément touché. Dans l'incapacité de remercier chacun des signataires, je vous prie de transmettre à tous et à chacun ma profonde et fraternelle gratitude.

Genève :

ENSEIGNANTS LICENCIÉS

La VPOD a appris avec stupeur et indignation qu'une centaine d'enseignants du secondaire avaient reçu une lettre de licenciement le 15 mai dernier. Alors que l'accord de la Fonction Publique de janvier 1982 prévoyait une importante diminution du nombre d'élèves par classe, cet objectif est encore loin d'être atteint. La plupart des maîtres licenciés sont des enseignants qui pratiquent leur profession depuis plusieurs années. La VPOD relève que ces licenciements vont à l'encontre de l'intérêt des élèves qui devraient pouvoir bénéficier de classes moins nombreuses et d'un corps enseignant stable.

La fermeture des Etudes Pédagogiques dans plusieurs branches alors que tous les maîtres enseignants dans ces branches ne les ont pas encore suivies relève de la même politique : pour faire des économies, l'Etat est prêt à sacrifier la qualité de l'enseignement.

L'Etat a fait appel à ces enseignants au moment où il en manquait cruellement et maintenant, comme un patron qui restructure, il licencie ceux qui ont aidé à assurer un enseignement de qualité toutes ces dernières années.

Comme le nombre total d'élèves ne diminue que peu et que le budget n'augmente pas du tout, ce sont les maîtres restants qui voient leurs conditions de travail se détériorer avec des postes d'enseignement plus chargés.

La VPOD/SSP appelle l'ensemble des enseignants à se mobiliser dans les collèges le 3 juin et à préparer avec leurs associations professionnelles une assemblée générale des enseignants du secondaire où devront se décider des mesures de lutte.

La VPOD s'oppose de toutes ses forces aux licenciements, à la fermeture des Etudes Pédagogiques, à la détérioration de la qualité de l'enseignement.

SSP/VPOD

RÉVISION DU DROIT D'ASILE

(...) S'il est évidemment souhaitable que les demandes d'asile soient traitées plus rapidement, c'est-à-dire que le nombre de fonctionnaires chargés de les examiner soit augmenté, nous craignons par

contre que d'autres modifications — en particulier la possibilité de renoncer à entendre personnellement le requérant et la suppression de la deuxième instance de recours — n'entraînent des erreurs graves : le renvoi dans leur pays de personnes réellement menacées d'y subir la répression, voire la torture et la mort.

Quel fonctionnaire, même éclairé, peut-il affirmer qu'une demande d'asile est "manifestement infondée" sans mener une enquête approfondie dont l'audition du requérant est un élément indispensable ? La possibilité (introduite également dans le projet de révision) d'interdire au réfugié de travailler pendant l'enquête sur son cas et la nouvelle notion de "réfugié économique" contribueraient à donner une fausse image du réfugié. (...)

Que beaucoup de réfugiés viennent de pays très pauvres n'est pas une raison pour leur coller l'étiquette de "réfugié économique". Les persécutions politiques sont malheureusement une réalité. Le Portugal est un pays aussi pauvre que la Turquie et pourtant nous ne connaissons pas de réfugiés portugais. Le slogan "la barque est pleine", qui a envoyé des milliers de Juifs à la mort pendant la dernière guerre, ne doit pas réapparaître. Et pourtant nos sentiments humanitaires ne doivent pas se limiter aux gens qui fuient les pays de l'Est et d'Extrême-Orient.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous protestons contre toute mesure qui limiterait ou affaiblirait l'ancienne tradition suisse du droit d'asile.

Comité de solidarité Suisses-immigrés (CUTSI) de La Chaux-de-Fonds

Lausanne :

DES ENFANTS A LA RUE ?

A Lausanne, les crèches acceptent les enfants jusqu'à 6 ans révolus. Au moment où ils commencent l'école primaire, ils n'ont plus le droit d'aller à la garderie et aucune structure n'est mise en place par la commune pour les accueillir pendant que leurs mères travaillent.

Chaque mère doit se débrouiller comme elle peut avec la voisine, avec une "mère de jour" ou en laissant son enfant seul. Diverses associations ont déjà soulevé ce problème. Début 1983, la Direction des Ecoles a adressé un questionnaire à ce propos aux parents des 13 000 écoliers de la commune. 5 000 questionnaires ont été retournés et les résultats du dépouillement devraient être connus à l'automne.

Mais d'ici là, il y a la rentrée scolaire du 22 août 1983. D'après l'Association pour l'entraide familiale (APEF), il y a 30 à 40 enfants pour lesquels aucune solution de garde n'a été trouvée.

Contactée par six mères qui se trouvaient dans cette situation, l'OFRA (Organisation pour la cause des femmes) les a soutenues et aidées dans leurs démarches auprès des autorités scolaires et de la crèche pour que leurs enfants puissent continuer à y aller. Une lettre collective, puis une conférence de presse ont obligé la Direction des Ecoles à les recevoir. Des tractations sont en cours et il est possible qu'elles obtiennent gain de cause.

Mais le problème reste entier pour toutes les autres. Contre la Municipale des Ecoles, la très libérale Mme Champoud, il faudra faire ressortir la gravité du problème pour que la commune débloque des crédits et crée des unités d'accueil pour les petits scolaires, qui prennent le relais des garderies.

LAUSANNE samedi 11 juin Salle du Rond-Point (Beaulieu)

les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) organisent un FORUM

16h. : — Jeunesse, école et sélection, avec présentation d'un montage audiovisuel.

— La faim dans le monde, débat.

18h. : La course aux armements, débat et projection du film *La Bombe*.

21h. : *FUEGO LATINO* (salsa).

Stands, animation, manquette...

SOMMAIRE

EDITORIAL

Amérique centrale : le socialisme, nécessairement 1

POLITIQUE

Dioxine : le bal continue ! 3

Seveso : les grandes manœuvres d'Hoffmann-La Roche 3

XIIe Congrès national du PST : un congrès pour rien 8

Les POCH en congrès : l'ouverture, mais à quoi ? 8

SOCIAL

"Tribune de Genève" : Claude Raymond réintégré ! 4

Syndicat du livre et du papier, Aeberli innocenté : un triple scandale subsiste 4

Emploi : Schindler = chindeurs 4

Femme, militante syndicale et enceinte : trois raisons patronales pour licencier 5

Horlogerie genevoise : action syndicale pour des hausses de salaire 5

Crise et capitalisme 5

DOSSIER

EL SALVADOR : lutte des classes et libération nationale 6-7

Amérique centrale : signes et contradictions du durcissement américain 7

La mort des commandants Marcial et Ana-Maria 7

INTERNATIONAL

AFRIQUE DUSUD : un attentat révélateur 9

Syndicats indépendants non raciaux en Afrique du Sud : un processus d'unification 9

POLOGNE : la parole à Jozef Piniór 10

Notes : Nestlé, au service de l'homme 10

A LIRE

"Qui dirige la Suisse ?" : un livre provocant 11

L'ÉVÉNEMENT

Industrie pharmaceutique : comment les trusts pillent et empoisonnent le Tiers Monde 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

	Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . .	22,50
une année, env. ouverte . . .	45.-
une année, env. fermée . . .	55.-
une année, étranger (Europe) . . .	80.-
abonnement de soutien . . .	100.-

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, rue de la Tour 8 bis
1004, Lausanne
Editeur responsable : C. A. Udry
Imprimerie : CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Dioxine :

Sitôt les fûts retrouvés, Hoffmann-La Roche s'est engagée à reprendre la dioxine et à détruire le poison. Qui peut croire ces empoisonneurs qui ont tout fait pour cacher l'arme du crime ? Car le géant de la chimie est seul responsable. Il se dit "trompé" par les sous-traitants auxquels il a confié l'élimination des déchets. Mais on a appris que, depuis 1977, Givaudan recherche à Dübendorf le moyen d'éliminer la dioxine, sans résultat encore définitif. Or le contrat passé avec Mannesmann (le trust chargé de faire déposer les fûts et qui les a transmis au convoyeur Paringaux) excluait explicitement tout dépôt ou transit en Suisse. Pourquoi Hoffmann-La Roche s'est-elle déchargée sur des sous-traitants au lieu d'attendre les résultats des tests de Dübendorf, d'autant plus que l'entrepôt zurichois, selon la presse, offre toutes les conditions de sécurité ?

La réponse est simple. Le trust a payé 159 000 francs au sous-traitant alors que la combustion (selon l'estimation de l'usine d'incinération de Cheneviers à Genève) coûterait 600 000 francs ! Comme à Seveso, où la sécurité n'a pas été assurée pour économiser sur les coûts, la logique du profit a conduit Hoffmann-La Roche à se débarrasser des fûts en les refilant à des sous-traitants.

Aujourd'hui, le scandale ayant éclaté, la firme bâloise se dit prête à payer le prix "pour que le problème soit enfin

LE BAL CONTINUE !

résolu" (selon Mme Britsch, porte-parole du trust). Résolu ou étouffé ? Le trust a affirmé que la dioxine peut être éliminée par combustion, que des fours existent (à Cheneviers par exemple). Mais les recherches faites à Dübendorf ne sont pas aussi certaines sur ce point et l'Office fédéral de la protection de l'environnement "souhaite encore disposer de certitudes scientifiques absolues". Hoffmann-La Roche continue à tromper son monde. Le bal continue !

Et il continuera. En passant au peigne fin les décharges de France, on a trouvé des fûts de poisons (dioxine, arsenic) gentiment déposés par Rhône-Poulenc. A l'usine de Cheneviers, un test fait pas un journaliste sur un transport de Givaudan a révélé que le chauffeur du transport ne remplissait pas les conditions de formation requises pour les transports dangereux. Givaudan l'avait confié... à un sous-traitant. Un responsable du Département des Travaux Publics genevois estime que huit transports sur dix ne remplissent pas ces conditions. C'est dire ! Au même moment, les parlementaires fédéraux — appuyés par le conseiller fédéral Egli (celui qui a d'emblée couvert "l'honnêteté" d'Hoffmann-La Roche) — refusent de durcir la loi sur la protection de l'environnement, entre autres pour "tenir compte des possibilités des entreprises".

Tout cela se tient. En économie de marché, axée sur la concurrence et la recherche du profit, les conditions de sécurité comme l'élimination des déchets ne sont que "faux frais". A charge des sous-traitants ou des pouvoirs publics et au risque de contaminer des populations entières. Voilà l'origine de la scandaleuse balade des fûts. Que le trust bâlois doive payer, c'est une évidence. Qu'on exige un contrôle indépendant du trust comme des pouvoirs publics (tous complices de la loi du silence) est également évident pour assurer l'élimination sans risque de la dioxine. Mais la véritable conclusion de l'histoire est plus sérieuse encore : on ne peut confier la production de matériaux toxiques et destructeurs à des trusts privés, qui ne se soucient que de la rentabilité de leurs investissements. Ces empoisonneurs sont dangereux pour toute la collectivité et seul un contrôle public de la production, la nationalisation sans indemnités des trusts chimiques et leur reconversion vers une production correspondant aux besoins (la dioxine est avant tout une arme de guerre), peut assurer la sécurité et mettre fin à la sinistre logique du profit.

Michel Thévenaz

Seveso :



Seveso après la catastrophe. Les immeubles résistent nettement mieux que le bétail (ci-dessous)...

Les grandes manœuvres d'Hoffmann-La Roche

Le procès des responsables de Givaudan et d'Icmesa, la filiale de Seveso, devait avoir lieu le 18 avril (sur la catastrophe de Seveso, voir *La Brèche* no 295 du 9 avril 1983). Il a été repoussé, pour des raisons de "procédure", au 11 mai. A cette date, il n'a pas non plus eu lieu, en raison d'une grève des avocats de Monza, où il devait se tenir. Le voilà encore une fois renvoyé, au 17 juin, soit une semaine avant les élections générales en Italie...

A force d'élections, de vacances d'été, de complications de procédure, de recours, etc., il se pourrait bien que le procès n'ait pas lieu avant janvier 1984, date à partir de laquelle les principales accusations portées contre Givaudan-Hoffmann-La Roche tomberaient, la prescription jouant alors.

L'arrosage de Hoffmann-La Roche

Pendant ce temps, la multinationale helvétique ne reste pas les bras croisés. Elle poursuit sa campagne d'indemnisation des diverses parties civiles. La Région a déjà retiré sa plainte contre paiement de 40,5 milliards de lire (environ 65 millions de francs suisses). L'Etat a fait de même pour 7,5 milliards de lire (environ 10 millions de francs suisses). La commune de Seveso fait encore la fine bouche : elle demande 50 milliards de lire (72 millions de francs environ) alors que Givaudan ne lui en offrirait que 15 (soit à peu près 21 millions de francs). Entreprise à la pointe du progrès social, l'Icmesa a même proposé, à titre de dédommagements, 5 millions de lire, soit le formidable pactole de 7 000 francs, à chacun de ses 111 employés !



Dioxine ou poudre à lessive ?

Hoffmann-La Roche poursuit aussi une campagne sur le terrain

idéologique et scientifique pour minimiser le problème de l'élimination de la dioxine. On apprend qu'il existerait une technique sûre d'incinération à très haute température, permettant de détruire totalement la dioxine. A la bonne heure, mais pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt ? Pourquoi avoir retiré la dioxine d'Icmesa en secret au mépris des recommandations de prudence des experts ? C'est en effet au mois d'août 1982 qu'une douzaine de travailleurs suisses (pour l'occasion émigrés à Seveso) ont, en 15 jours, placé le contenu du réacteur dans les fûts qui quittèrent Seveso le 15 septembre.

Or depuis 1979, Hoffmann-La Roche savait que l'expert international, le professeur John Bromley, et son équipe de l'Atomic Energy Authority étaient arrivés à la conclusion qu'il était trop dangereux de vouloir retirer la dioxine du réacteur, parce qu'elle était par endroit solidement incrustée dans les parois. Il fallait donc démonter tout le réacteur et les éléments du cycle de production contaminés, afin de débarrasser l'ensemble avec les mêmes conditions de sécurité que celles exigées pour le traitement de déchets radioactifs.

Le procès de Seveso et la décontamination de la zone se font dans un brouillard aussi épais que le nuage libéré par l'explosion de juillet 1976. Il nous semblait pourtant que le principe premier de la démocratie était la transparence...

Peter Kuhn

PLAINTES CONTRE HOFFMANN-LA ROCHE

On se souvient que le Département fédéral de l'Intérieur avait demandé aux autorités genevoises d'ouvrir une enquête sur les agissements de la société genevoise Wadir, qui a collaboré avec Mannesmann pour "éliminer" les déchets de Seveso.

La section bâloise du PSO, suivant cet exemple venu de haut, a déposé plainte contre Hoffmann-La Roche auprès du parquet bâlois. Le jour suivant déjà, le procureur général du canton expliquait "que les autorités d'instruction — du moins en l'état actuel des connaissances — n'avaient pas lieu de poursuivre Hoffmann-La Roche".

En réponse à ce blocage, le PSO s'est alors adressé directement au Département fédéral de l'Intérieur. Rappelant que les divers avatars des 41 fûts de dioxine ont incontestablement mis en danger la vie d'êtres humains, la lettre du PSO indique :

"Nous sommes d'avis que l'enquête demandée par votre Département contre l'entreprise genevoise Wadir doit être élargie aux firmes Givaudan et Hoffmann-La Roche. Si tel n'était pas le cas, nous pourrions être fondés à croire que l'enquête pénale ouverte contre Wadir ne vise qu'à désigner un bouc émissaire, pour mieux laisser en paix les véritables responsables..."

"Nous vous demandons donc :

"1) d'examiner si l'élargissement de l'enquête pénale à l'entreprise Hoffmann-La Roche n'est pas indiqué.

"2) en cas de réponse positive de votre part, de faire parvenir au parquet bâlois les requêtes nécessaires à cet effet."

PSO, section de Bâle

"Tribune de Genève" :

CLAUDE REYMOND RÉINTÉGRÉ!

Claude Reymond, responsable syndical du Syndicat du livre et du papier (SLP), que la direction de la *Tribune de Genève* avait licencié le 4 février dernier, a été réintégré dans l'entreprise après que le tribunal arbitral a jugé ce licenciement injustifié. La grève de trois jours et demi des travailleurs de la *Tribune* a abouti à un succès complet. C'est une première en Suisse.

La direction de la *Tribune de Genève* reprochait à Claude Reymond d'avoir insulté un cadre et adopté une attitude déloyale envers l'entreprise. Le tribunal arbitral juge cependant que la remarque "ils sont tarés" lancée par Claude Reymond à la réception d'un document, n'était pas dirigée contre une personne et ne peut donc être considérée comme une offense personnelle. Quant au reproche de manque de loyauté, il n'a rien à voir avec la personne ou le travail de Reymond mais concerne ses activités d'homme de confiance du syndicat. Reymond est en effet président de la commission ouvrière. Compte tenu de ces faits, le tribunal arbitral — composé de trois patrons et deux syndicalistes du SLP — a décidé, en présence de plus de 50 travailleurs venus assister au jugement, que rien ne justifiait un licenciement immédiat et que celui-ci était annulé.

Menaces et mises en garde

Face à Reymond, exposant son point de vue avec brio, interrogeant les témoins, le directeur général de la *Tribune*, Sapay, apparaissait bien terne. Les témoins invoqués par le syndicat ont démontré à l'évidence que Reymond travaille consciencieusement et qu'il est estimé de ses

collègues comme de ses supérieurs immédiats. Au cours des derniers mois et années, Reymond a déjà dû subir plusieurs menaces et pressions à cause de ses responsabilités syndicales. Il n'a par exemple pas pu être recyclé sur la photocomposition — comme l'ont été ses col-



La grève, qui permet aujourd'hui la réintégration de Claude Reymond.

photo la brèche

lègues — et a été déplacé à la reliure, bien que d'autres aient été engagés à la composition. Il a été mis en garde lorsqu'il a exigé, au nom de la commission ouvrière, que les clavistes à temps partiel soient aussi soumises au contrat collectif. La direction de la *Tribune* a voulu prouver son "manque de loyauté" en lui reprochant des articles parus dans la presse syndicale sur le salaire des auxiliaires et la situation financière de l'entreprise, alors que les chiffres publiés avaient été donnés par la direction

devant une assemblée de l'entreprise. M. Sapay, dans son long plaidoyer, n'a évidemment pas touché mot du fait que la défense des postes de travail et l'application du contrat collectif font partie des tâches d'une commission ouvrière!

La réintégration est possible

La réintégration de Reymond est le résultat de la grève de trois jours et demi à la *Tribune de Genève*. L'accord mettant fin à cette grève stipulait que Reymond serait payé jusqu'au jugement du tribunal arbitral (sans pouvoir entrer dans l'entreprise) et qu'il serait réintégré si le jugement annulait le licenciement. Cet accord a dû être conquis par la lutte car en Suisse, contrairement à bien d'autres pays, aucune loi ne contraint à la réintégration par voie juridique. Le débat du tribunal arbitral n'a donc porté que sur les motifs du licenciement, déclarés infondés. On ne peut donc que souligner l'importance qu'a eue cette grève, conduite de manière unitaire par les deux syndicats (typographes et lithographes), pour la défense du contrat collectif et des droits syndicaux. Sans elle, il n'y aurait pas eu ce succès. Et le soutien qu'elle a reçu (en particulier une collecte importante du SLP de Berne) a montré que cette grève rencontrait un large appui dans le syndicat national.

Cette victoire est un encouragement important au moment où le patronat veut dévaloriser le contrat et remet en cause l'indexation car l'on n'aura rien sans lutte!

Jean Guillaume

"ÇA M'EST ÉGAL DE SAVOIR QUI MENT ICI" !

Voilà ce qu'a dit Bruno Baer, défenseur graphique Jean Frey de Zurich, lors du procès, devant le tribunal des Prud'hommes, de quatre personnes de confiance du Syndicat du livre et du papier (SLP), licenciées pour activité syndicale. Sans s'émouvoir, il ajouta que si le jugement annulait ces licenciements, Jean Frey les remettrait à la rue séance tenante. Comme le contrat collectif est actuellement en suspens, vu les négociations de son renouvellement, il aurait dit-il de toute façon le droit de licencier qui il veut. Quant au jugement de Genève sur Claude Reymond, il ne faut pas le comparer : celui-ci ne porte que sur la validité du licenciement, non sur la réintégration.

Les syndicats — 80 collègues étaient venus appuyer les quatre syndiqués — ont démontré que le contrat collectif protège l'activité des personnes de confiance du syndicat. Or les accusés sont licenciés pour avoir diffusé un journal syndical qui, c'est logique, n'a pas plu à la direction. Celle-ci a rétorqué que rien, dans le contrat, n'autorise la diffusion de matériel syndical dans l'entreprise et que si cela avait été le cas ailleurs, cela ne dépendait que du bon vouloir patronal.

Le jugement sera communiqué prochainement. Mais on peut déjà en tirer une conclusion : la protection contre les licenciements n'existe pas en Suisse, les contrats sont flous à ce sujet également et, de toute façon, la réintégration n'est pas assurée. Il n'y a qu'une manière de se défendre : par la grève, comme l'ont fait les travailleurs de la *Tribune* de Genève.

Syndicat du livre et du papier, Aeberli innocenté :

Un triple scandale subsiste

On se souvient que l'élection du président du Syndicat du livre et du papier en 1981 avait donné lieu à une falsification des bulletins de vote. La police et la justice, mobilisées par le secrétaire syndical SLP Limacher, avaient porté leurs enquêtes exclusivement contre l'aile gauche du syndicat, menée par Fredy Aeberli (son candidat à la présidence). Celui-ci fut même mis en arrestation. Une expertise graphologique de la police bernoise, rédigée par son graphologue Cosandier, l'accusait de la falsification. Ruedi Oberli, "un autre activiste syndical" selon Limacher, avait aussi été mis sous les verrous.

Aujourd'hui, une contre-expertise du Département fédéral de criminologie de Wiesbaden (République fédérale allemande) prouve que Fredy Aeberli et Ruedi Oberli n'ont rien à voir avec la falsification. Leur arrestation n'a donc été qu'un coup politique porté contre la gauche syndicale.

Le scandale touche la justice, la police comme le syndicat lui-

même. La "conspiration d'Oltén", invoquée pour l'arrestation, reposait sur du vent et l'expertise graphologique bernoise tout autant. L'expertise de Wiesbaden montre même qu'il n'est pas certain que les bulletins falsifiés aient tous été écrits de la même main.

Un juge d'instruction peut donc faire arrêter qui il veut sur simples soupçons. Quant au policier chargé de l'enquête, M. Roesler, un anti-

communiste connu, il a été remercié de ses services (et nullement mis en cause) en passant aujourd'hui à



Fredy Aeberli pendant une manifestation de typographes.

la Police fédérale. Il est vrai que ses méthodes doivent plaire à Friedrich et ses enquêtes "à la Novosti".

Quant au syndicat, il en subit les plus graves contre-coups. La bureaucratie a pu sauver son poste présidentiel, mais les dégâts sont profonds. Le secrétaire central du SSP (ex-VPOD), W. Renschler, disait lui-même qu'un secrétaire agissant comme l'a fait Limacher devrait prendre la porte. Même la *Berner Zeitung* souligne : "C'est tout le mouvement syndical suisse qui en subit les dommages (...) Si le secrétaire syndical Limacher en tirait la conclusion et démissionnait, ces dommages ne seraient malgré tout qu'à peine réparés".

Faudra-t-il des amplis de 1000 watts pour que Limacher entende le message ?

R. Auf der Maur

Emploi :

SCHINDLER
=
CHINDEURS

La décision prise par le trust Schindler de fermer sa fabrique de wagons à Schlieren (la "Wagi") représente une attaque particulièrement grave pour les travailleurs. Schindler est actuellement le trust de l'industrie des machines qui se porte le mieux (1982 : chiffre d'affaires de 1,66 milliard, bénéfice net déclaré de 41 millions, soit 47 o/o (!) du capital-actions). La suppression de 740 emplois à Schlieren n'a d'autre but, selon l'explication cynique de la direction elle-même, que d'améliorer encore ces profits.

Le personnel de l'entreprise, qui a dû assister depuis des années à la transformation de la "Wagi" en un atelier de sous-traitance du trust, est pour le moins amer. Lors de l'assemblée du personnel du 16 mai, il a applaudi le président de la commission d'entreprise, Willy Bolliger, lorsque celui-ci déclara que le personnel avait été "roulé, trompé et traité comme moins que rien". Ce personnel, qui avait toujours approuvé les restructurations, les licenciements et renoncé à ses prétentions salariales, en était ainsi gracieusement remercié par le trust. Bolliger constata que "la modération de nos revendications salariales n'a servi à rien et n'a pas permis le maintien d'un seul emploi". Cette constatation, nombreux sont, sans aucun doute, les travailleurs de la "Wagi" qui la partagent.

Or, la situation pour la défense de l'emploi à Schlieren est très favorable. Le trust Schindler a en effet reçu justement plusieurs commandes de matériel roulant, totalisant plus de 100 millions de francs. En outre, certains pouvoirs publics à l'origine de ces commandes (municipalité de Zurich, Conseil d'Etat zurichois) se sont — verbalement du moins — opposés à la décision de fermeture. Par ailleurs, vu le type de production de l'entreprise, son intégration à la régie des CFF ne poserait aucun problème particulier. Ce sont là des atouts qu'il faudra utiliser au maximum dans la lutte pour le maintien de l'emploi et de la production à la "Wagi".

Comme le notait le communiqué de presse du PSO : "Si Schindler ne veut plus de la 'Wagi', l'usine doit alors être intégrée aux CFF, sans dédommagements pour le trust Schindler, qui a tiré profit sans retenue de l'entreprise de Schlieren. Dans tous les cas, des mesures de lutte sont nécessaires pour maintenir la production à Schlieren : par exemple l'introduction immédiate des 40 heures dans tout le trust, afin de répartir le travail entre tous".

La manifestation de protestation du 24 mai qui a rassemblé plus de 4 000 personnes est un premier pas dans ce sens.

Femme, militante syndicale et enceinte :

TROIS RAISONS PATRONALES POUR LICENCIER

En Suisse, un patron qui licencie une femme enceinte au cours des 7 premiers mois de la grossesse est dans son droit. Par contre, dans tous les autres pays européens, à l'Ouest comme à l'Est, la protection contre le licenciement des femmes enceintes s'étend à une année au minimum : 9 mois de grossesse plus 14 semaines — voire une année en Italie — de congé-maternité après l'accouchement.

Ce droit régalien, les patrons ne se privent pas de l'utiliser, particulièrement en période de crise, puisqu'il leur suffit d'invoquer des motifs économiques. Ainsi de nombreuses femmes enceintes sont licenciées et doivent ensuite affronter les tracasseries supplémentaires de la loi sur l'assurance-chômage. Marianne, syndicaliste active et militante féministe, a subi ce sort (cf. *La Brèche* no 297 du 7 mai 1983). Nous nous sommes entretenus avec elle des conditions de son licenciement.

La Brèche : Membre de la commission ouvrière, enceinte, tu as pourtant été licenciée de la FAN, la Feuille d'Avis de Neuchâtel. Comment cela s'est-il passé ?

Marianne : Comme d'autres employeurs des arts graphiques, la FAN veut utiliser le climat de crise pour rentabiliser au maximum la production. La recette est bien connue : tendre au maximum la situation au niveau des postes de travail, créer un climat d'insécurité et de peur dans l'entreprise. En décembre 1982, la direction a annoncé qu'elle avait décidé de supprimer 5 o/o des postes de travail dans les différents secteurs, alors qu'en novembre et au cours des mois précédents, on faisait des heures supplémentaires... La commission ouvrière et le syndicat ne pouvaient évidemment pas accepter cette proposition. On l'a dit, on a organisé des assemblées du personnel. En l'espace de 3 mois la direction a reçu deux résolutions signées par le personnel et une lettre du comité de section du Syndicat du

livre et du papier (SLP). C'était peu de choses vu la gravité de la situation — à chaque fin de mois il y avait un ou deux licenciements en plus des départs non-compensés — mais c'était déjà trop pour cette direction qui ne veut à aucun prix voir le syndicat se mêler de "ses" affaires. En me licenciant, c'est de toute évidence le syndicat qui est visé. On a clairement le sentiment qu'elle veut faire place nette pour, demain, imposer d'autres mesures plus dures que ce que l'on a vu jusqu'ici.

* Le contrat collectif de travail (CCT) de l'industrie graphique ne prévoit-il pas une protection des "personnes de confiance" ? Quel prétexte la FAN a-t-elle donné pour justifier ton renvoi ?

— Par écrit, elle n'a donné aucun motif. Mais oralement, la direction a expliqué qu'il s'agissait d'une mesure technique de compression du personnel dans un service sur-doté. Le hasard voulait que ce soit moi, dernière engagée à mi-temps, qui fasse les frais de l'opération. A

première vue, l'argument pouvait paraître solide. Mais contrairement à ce que pouvait espérer la direction, c'est d'emblée apparu comme un prétexte : on est en réalité débordé de boulot et personne n'imagine comment on pourrait faire le même travail en étant moins.

L'annonce de mon licenciement a fait déborder le vase : le même jour, une collègue qui travaille à plein temps donnait sa démission ! Du même coup l'argument de la compression du personnel tombait. La direction a tout de suite admis que ce poste devrait être remplacé, mais elle n'en a pas conclu à l'annulation de mon licenciement. Comme elle a elle-même reconnu que je faisais mon travail avec facilité et qu'il n'y avait pas de reproches à me faire de ce côté, il ne reste plus que l'argument de mon activité au sein de la commission du personnel. Le tout, maintenant, est d'en convaincre le Tribunal arbitral, auprès duquel j'ai déposé plainte. Le jugement a lieu le 2 juin (après le bouclage de ce numéro, réd.) et mon dossier est solide. D'autant plus que le CCT prévoit, dans mon cas, une protection de la maternité de 12 semaines, ce qui fait que normalement je devrais être protégée dès le 28 mai, alors que mon licenciement prend effet au 31.

Mais c'est une question de rapport de forces et du côté patronal tout est mis en œuvre pour remporter la manche. Le CCT (art. 23) prévoit bien une protection des personnes de confiance et des membres des commissions ouvrières ; on verra le 2 juin ce qu'elle représente. Je crains qu'une fois de plus on ait la preuve de l'insuffisance flagrante et scandaleuse de la législation et



des CCT en matière de protection des travailleurs contre les licenciements.

* Quelles ont été les réactions autour de toi face à ce licenciement d'une travailleuse enceinte, syndiquée active, et l'engagement, à sa place, d'une retraitée à des conditions du reste douteuses ?

— Les réactions sont de deux types. Par rapport à ma grossesse d'abord : la majorité de ceux et celles qui apprennent que je suis licenciée disent "Mais ils n'ont pas le droit ! Les femmes enceintes sont protégées". Et ils sont en général tout surpris d'apprendre que la protection d'une femme enceinte ne s'étend en général que sur 8 semaines avant et après l'accouchement. Une grande campagne autour de l'initiative pour une protection de la maternité est donc nécessaire.

Par rapport à mon statut de membre de la commission du personnel de la FAN : dans la boîte,

c'était pour la majorité la consternation, mais aussi une sorte de résignation dictée par la peur et un sentiment d'impuissance. Du côté du syndicat, un maximum a été entrepris. Le comité de section a tout de suite saisi l'enjeu de ce licenciement et a cherché par tous les moyens à le faire annuler. Après le travail qu'il a entrepris au niveau de la boîte, après les interventions auprès des autorités communales et cantonales, il prévoit de tenir une conférence de presse pour dénoncer plus largement la FAN qui ne respecte pas un des droits démocratiques les plus élémentaires, le droit — j'allais dire le devoir — des travailleurs de se syndiquer et de défendre ensemble de meilleures conditions de travail. Dans le cas présent, cela signifie en premier lieu veiller à ce que la FAN respecte le contrat collectif qu'elle avait signé en 1980 et qui, au moment de mon licenciement, était encore en vigueur...

Horlogerie genevoise :

Action syndicale pour des hausse de salaire

La situation économique de l'industrie horlogère genevoise est relativement bonne. Ses entreprises fabriquent pour la plupart des produits de moyenne et haute gamme. Les licenciements ont touché moins de 5 o/o des 4 000 travailleurs de l'horlogerie genevoise.

Or, selon toute vraisemblance, le jugement que rendra le Tribunal arbitral horloger sur la compensation du renchérissement sera défavorable aux travailleurs. La FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie) genevoise a décidé de ne pas attendre et d'engager une action pour obtenir une augmentation de salaire de 130 francs pour tous et toutes dans sept entreprises.

Il s'agit de firmes particulièrement florissantes comme Rolex, Patek-Philippe, Chopard, etc. Gay Frères (600 travailleurs) a déjà accordé une augmentation de 100 francs par mois depuis janvier.

Cette action syndicale est intéressante, car la FTMH n'a pas l'habitude de revendiquer des hausses de salaires généralisées. La compensation du renchérissement reste souvent la seule augmentation reçue par les travailleurs non qualifiés.

Les associations patronales ont fait savoir que les directions des entreprises concernées refusaient toute discussion. Face à ce refus, la FTMH genevoise va essayer de mobiliser les travailleurs par une pétition signée dans les entreprises. C'est un premier moyen de pression, modeste, mais qui va dans la bonne direction.

Malgré cela, il reste beaucoup à faire dans les entreprises horlogères genevoises pour renforcer le syndi-

cat et la solidarité entre les travailleurs. Il y manque une tradition de lutte ; la peur et, parfois, un niveau des salaires relativement élevé ont encouragé une attitude de "chacun pour soi".

Le syndicat FTMH est plus dynamique à Genève qu'ailleurs. Dans la lutte contre les licenciements, il a par exemple soutenu la lutte de ceux d'Universal. Les plans sociaux obtenus dans quelques entreprises sont moins maigres que dans les autres régions horlogères, même quand il s'agit d'unités d'un même groupe industriel.

Pour obtenir satisfaction sur les 130 francs d'augmentation, comme pour leurs camarades qui ailleurs luttent pour leurs emplois, les travailleurs genevois devront faire des expériences de solidarité et de lutte qui leur font encore cruellement défaut. L'action genevoise est un premier pas dans le bon sens.

correspondant horloger Genève

** CRISE ET CAPITALISME **

Une nouvelle invention radicale :

Relancer l'économie en aidant les holdings

La crise sévit. Les salaires et l'emploi sont mis en cause. Mais n'ayez crainte, l'Etat veille. Au niveau cantonal, c'est à qui fera les propositions les plus alléchantes aux entreprises, banques et holdings pour qu'ils élisent domicile ici plutôt qu'ailleurs. La surenchère devient même tellement inquiétante qu'une commission intercantonale a été mise sur pied pour décider d'un "code de bonne conduite". Interdit par exemple de mettre gratuitement du terrain public à disposition d'une entreprise. A 1 franc le m², par contre, ça passe...

Mais les faits sont têtus. L'Etat zurichois vient de faire des offres alléchantes aux holdings : baisse des impôts de 0,3 o/o. Et Genève qui ne veut pas être de reste va proposer également une baisse des taxes sur les holdings. En 1981, sous pression de l'initiative fiscale du Parti du Travail

(PdT), le contre-projet de la majorité bourgeoise prévoyait l'élévation du taux d'imposition des holdings de 1,25 o/o à 1,75 o/o. L'initiative du PdT ayant été écartée, les holdings vont pouvoir reprendre leurs aises... Et qui propose tout ça ? Le radical genevois Alain Borner, président de la commission intercantonale pour l'harmonisation des politiques économiques... Une commission d'harmonisation qui joue en parfait accord avec la fanfare patronale !

(Informations tirées de la *Schweizerische Handels Zeitung* du 10 mars 1983)

Parlement suisse SA

Orell-Füssli vient de publier son "Répertoire des administrateurs". L'index de cet ouvrage permet d'établir la liste des parlementaires siégeant dans des conseils d'administration. Une lecture fort instructive...

Ainsi, les deux tiers de ces messieurs-dames siègent dans ces organes, de telle sorte que 119 conseillers nationaux et 34 conseillers

aux Etats représentent ensemble la coquette somme de 18,4 milliards de capital-action. Une réalité qui pèse certainement plus lourd que tous les bulletins de vote !

C'est, évidemment, le Parti radical (PRD) qui arrive en tête, rassemblant sous son aile protectrice 8,6 milliards de capital-action ; il est suivi du Parti démocrate-chrétien (PDC), qui se contente de 4,2 milliards et de l'Union démocratique du Centre (UDC), avec 3,7 milliards. Comme par hasard il s'agit des trois partis bourgeois représentés au Conseil fédéral.

Quant au classement individuel, il voit arriver en tête le conseiller aux Etats radical Hans Munz (1,92 milliard), suivi par le conseiller national UDC Christoph Blocher (1,59 milliard), puis le démocrate-chrétien Paul Eisenring (1,03 milliard) et un autre coreligionnaire, Leo Weber (735 millions).

On pourrait peut-être proposer au PRD, au PDC et à l'UDC de fusionner et de s'appeler alors Parti Capital. Histoire d'annoncer, au moins une fois, franchement la couleur.

Burke

« Je suis devenu dirigeant à partir de la lutte des classes elle-même... Pour moi, la notion de combativité des ouvriers est une notion liée à la lutte illégale. En ces temps, nous avons peut-être été favorisés par le fait qu'il n'existait aucune loi favorable au mouvement ouvrier; il n'y avait pas de Code du travail, rien de tout cela... Ainsi, il fallait tout faire par la force. Les usines, il fallait les fermer de force. Je me suis formé dans ce contexte : mon école de la lutte des classes, c'était la combativité. Et depuis lors, nous avons dû arracher au gouvernement et au patronat chacune des lois qui ont pu favoriser le mouvement ouvrier, par la lutte et la violence de masse.

FORMÉ AU CŒUR DE LA LUTTE DES CLASSES

Je suis entré au Parti communiste en 1947, après six mois de prison où l'on m'avait maintenu justement parce que nous avions fait une grève. Pour écraser la grève, ils avaient commencé par me jeter en prison parce que j'étais le dirigeant du syndicat des boulangers. Quand je suis entré au Parti, j'avais déjà quatre ans d'expérience de luttes des classes et, dans la mesure où il n'y avait aucune loi, tout devait être conquis par la force... et dans l'unité, l'unité de toute la profession et l'unité des différentes organisations professionnelles, pour pouvoir imposer au patronat, bien que c'était là peu de choses, les revendications contenues dans une plate-forme élémentaire. C'était une école forgée au sein de la lutte des classes elle-même et non dans les livres... *La Mère*, de Maxime Gorki, est le premier livre que j'ai lu; c'était en 1947, en prison, à la veille d'entrer au parti. (...) En 1947, j'étais absolument convaincu qu'au Salvador il était impossible d'obtenir quoi que ce soit sans une attitude combative de la classe ouvrière. (...) En 1959, avec le triomphe de la révolution cubaine, la lutte idéologique s'aiguisa à l'intérieur du parti. (...) C'est alors que s'affirma la nécessité de changer de méthodes de travail avec la classe ouvrière. Le bureaucratisme et l'économisme nous avaient quasiment menés à l'isolement et menaçaient de liquider l'influence que nous avions gagnée dans la classe ouvrière. (...) Nous nous sommes consacrés alors au travail d'organisation de cellules clandestines dans les usines. (...)

LA SCISSION DU PC ET LA CRÉATION DES FPL

Je fus secrétaire général du Parti communiste salvadorien de 1964 à 1970, et pendant tout ce temps, la lutte idéologique fut précisément menée pour obtenir que le parti comprenne, en premier lieu, la nécessité de la violence des masses, de l'application de l'autodéfense aux diverses activités de la lutte des masses. C'est dire que la lutte idéologique ne se limitait pas au terrain théorique. Elle se déroulait au sein même des masses, dans le cours même de la lutte révolutionnaire du peuple. Il ne s'agissait pas d'une lutte idéologique menée dans les bureaux..., mais en pratique, au cours des grèves, dans les usines, dans le feu purificateur de la lutte des classes contre le patronat, gourdin clouté à la main. (...)

Lorsque le secteur droitier bloqua les canaux de discussion internes, il ne me resta d'autre voie que de quitter le parti pour fonder une nouvelle organisation. Le 1er avril 1970, les Forces populaires de libération (FPL) Farabundo Martí étaient fondées. A ce moment, le Parti communiste était engagé à prouver que la lutte pacifique était la voie d'accès au pouvoir au Salvador. Il prônait essentiellement la voie électorale et cherchait les secteurs démocratiques bourgeois comme alliés fondamentaux...

Arrivé à la conviction irréversible que le Parti communiste était devenu un obstacle pour franchir le pas vers la lutte armée, il fut nécessaire de former un instrument politico-militaire du peuple. (...)

A partir de 1970, nous avons appliqué et développé une stratégie intégrale de guerre révolutionnaire prolongée, cela parce que le peuple n'avait pas d'armes, et qu'au cours de longues décennies on n'avait pas impulsé la lutte armée dans les masses, dans le peuple; au contraire, on avait prétendu qu'elle était impossible. (...) Il fallait partir de là pour vaincre une armée relativement puissante, avec une force numérique de 12 000 contre un, possédant du matériel de guerre en grande quantité, disposant d'une supériorité écrasante sur le terrain de la lutte armée. Il y avait là le risque de tomber dans la conception aventuriste selon laquelle un petit groupe de 30 à 50 hommes prendrait le pouvoir, celle où le héros se substitue au peuple et où celui-ci n'est plus l'acteur de sa propre révolution. Cela a coûté la vie à des centaines de révolutionnaires en Amérique latine, qui avaient adopté cette conception dangereuse ne pouvant mener qu'à l'échec. On trouve encore une autre conception, celle du putschisme, qui consiste à se rapprocher de quelque militaire - celui-ci promettant de bonnes conditions pour un coup d'Etat - et à s'organiser ensuite à la traîne du coup d'Etat (lequel n'est déjà pas en lui-même un acte révolutionnaire).

Une démarche qui n'aurait pas visé, à ce moment-là, à accumuler des forces politico-militaires à travers un processus prolongé de guerre, aurait été une démarche catastrophique pour la révolution au Salvador. Seule cette conception donnait une perspective de développement à la voie armée de la lutte révolutionnaire du peuple, et nous étions tous obligés de l'adopter. En agissant différemment, nous aurions péché par impatience, aventurisme, militarisme et putschisme.



El Salvador :

LUTTE DES CLASSES ET LIBÉRATION NATIONALE

Salvador Cayetano Carpio est un véritable personnage historique, tant sa vie a symbolisé les principales étapes de la lutte des masses populaires salvadoriennes des quarante dernières années. Né en 1919, ouvrier boulangier, dirigeant syndical de cette corporation dans les années 1940, Salvador Cayetano Carpio participera à de nombreuses luttes revendicatives violentes. Au cours de l'une d'elles, il sera incarcéré pendant six mois, et c'est à sa sortie de prison, en 1947, qu'il intégrera le Parti communiste salvadorien (PCS).

Ayant rapidement des responsabilités importantes au sein de la commission d'organisation du PCS, Salvador Cayetano Carpio en sera le secrétaire général, de 1964 à son départ, en 1970. Il se montrera très sensible aux leçons politiques de la révolution cubaine, comme l'a été toute une génération de militants révolutionnaires en Amérique latine. Il développera alors des positions beaucoup plus radicales que celles du courant droitier majoritaire dans la direction du PCS, qui s'embourbait dans l'électorisme et l'alliance privilégiée contractée avec la démocratie chrétienne.

En 1970, Cayetano Carpio quitte le PCS avec sept autres camarades et fonde quelque temps après les Forces populaires de libération (FPL) Farabundo Martí, dont il sera le principal dirigeant, sous le pseudonyme de Marcial. Ce n'est pourtant qu'en 1981 que l'identité du prestigieux dirigeant Marcial sera publiquement dévoilée.

*En guise d'hommage au camarade Cayetano Carpio, nous publions ci-après quelques extraits d'un livre intitulé *La Lutte des classes, moteur du développement de la guerre populaire de libération*, édité à Mexico en décembre 1982 (Editions Enero 1982). Ce livre est composé de plusieurs articles ou contributions de Salvador Cayetano Carpio et d'une longue interview qu'il donna, fin 1982, à Marta Harnecker.*

* EXTRAIT D'UN LIVRE DE SALVADOR CAYETANO CARPIO

C'est pour cela que le processus de la guerre populaire au Salvador est passé du simple au complexe. (...)

L'UNITÉ ET LA POLITIQUE D'ALLIANCE

L'expérience que nous avons, c'est que l'unité la plus large est nécessaire pour pouvoir avancer fermement vers la révolution. Mais cette large unité doit être fondée sur quelque chose. Elle ne peut être abstraite, elle ne peut être "a-classiste", elle ne peut être informe. Elle doit être fondée sur l'unité des ouvriers et des paysans. Si elle n'est pas fondée sur l'alliance ouvriers-paysans, cette unité ne fait que suivre la classe qui a la plus grande expérience, habileté et pratique du pouvoir. Celle-ci prend en main la conduite de cette large unité et l'oriente vers ses propres intérêts.

Nous ne pouvons pas oublier qu'y compris au sein de cette large unité, des éléments de lutte des classes surgissent inévitablement. Telle est la conclusion que nous avons tirée de notre expérience des dernières années, en prenant toujours comme base le fait que la lutte des classes imprègne tout le processus.

Ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un mouvement de libération nationale que la classe ouvrière doit se tenir à l'écart. Au contraire, la classe ouvrière se doit de diriger ce processus dans la mesure où il doit réaliser la libération natio-

nale et approfondir ses conquêtes révolutionnaires, de manière à créer les conditions économiques, politiques et sociales, de conscience, etc. pour le passage au socialisme.

Il faut qu'à cette étape de la lutte populaire de libération, le prolétariat dirige ce processus et ne renonce pas à son rôle dirigeant. Et pour cela, une alliance avec la paysannerie lui est nécessaire, car sans cela, la classe ouvrière se trouverait isolée face aux représentants des classes bourgeoises nationales et internationales, et noyée dans l'océan de leurs intérêts. En effet, dès qu'un mouvement révolutionnaire semble capable de prendre le pouvoir, les bourgeoisies internationales commencent alors à faire pression pour conquérir, à l'intérieur de cette union, des positions qui lui permettent de contrôler cette révolution quand elle arrive à son point culminant. (...)

Au cours de la guerre, la lutte des classes interne entre la bourgeoisie internationale d'un côté et la classe ouvrière et la paysannerie de l'autre, s'aiguise. Par conséquent, si on ne développe pas la lutte idéologique, il se crée des conditions très défavorables pour que les organisations les plus conséquentes du prolétariat et de la paysannerie jouent leur rôle d'avant-garde. Il est évident que la lutte idéologique doit être menée avec des méthodes correctes, puisqu'il ne s'agit pas de la lutte contre l'ennemi. L'ennemi, lui, et en particulier l'impérialisme et ses suppôts, doit être accueilli avec les balles et les mortiers. Mais au sein du

peuple, c'est la persuasion qui doit prévaloir, la lutte idéologique avec des méthodes correctes, tout en restant ferme sur les principes révolutionnaires. (...)

LA QUESTION DES NÉGOCIATIONS

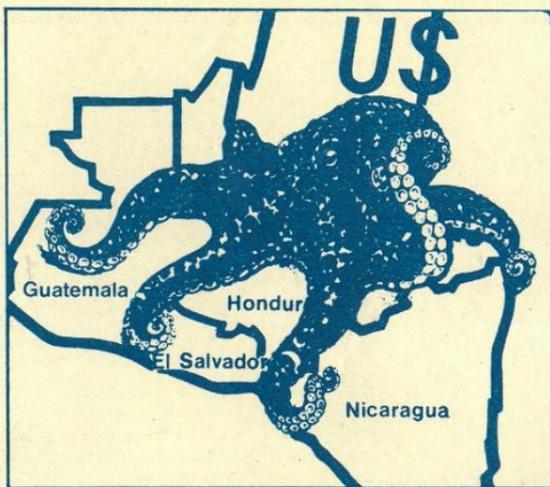
Nous, nous sommes fermes et très sereins face à l'avenir. Nous sommes sincères quand nous disons que notre guerre doit s'achever par une solution politique. Si nous sommes forts, alors nous voyons que le dialogue est basé sur la dignité, sur la défense des intérêts du peuple. Nous sommes certains qu'aucun révolutionnaire du Salvador ne trahira jamais les intérêts du peuple. Toute négociation doit être fondée sur la satisfaction des intérêts fondamentaux de notre peuple, et toute discussion sur sa dignité. (...)

Cependant, nous sommes aussi profondément impliqués dans un processus qui embrase l'Amérique centrale, et nous savons que Reagan a un plan pour toute la région, et que sa politique tend à la régionalisation des agressions.

Notre lutte révolutionnaire, tous les peuples d'Amérique centrale peuvent en être assurés, saura tenir avec honneur le rôle qui lui revient face à nos peuples humbles, travailleurs, qui veulent leur liberté et leur indépendance. (...)

En ce moment (octobre 1982), nous sommes conscients du fait que notre guerre n'est pas isolée. La guerre populaire de libération du Salvador s'inscrit dans un processus d'ensemble de lutte révolutionnaire de tous les peuples centro-américains. C'est un gigantesque mouvement qui a atteint un niveau qualitatif très différent d'il y a quelques années. (...)

Ils ne nous ont pas vaincus. Peu à peu, pas à pas, nous déjouons les manœuvres de l'impérialisme sur le plan politique et sur le plan militaire. Et dans cette guerre, c'est nous qui prenons le dessus.



Je ne prétends pas que nous gagnons la guerre en ce moment même, loin de là. Ce que je veux dire, c'est que la dynamique de cette guerre, telle qu'elle se développe, crée des conditions chaque fois plus favorables pour faire basculer à un moment déterminé le rapport des forces en faveur de celles du peuple, sur le plan politique et militaire. De cela nous en sommes certains. D'où l'exaspération de Reagan. (...)

Salvador Cayetano Carpio
extraits de *La Lutte des classes*,
moteur de la guerre populaire de libération,
Edition Enero 82, Mexico, décembre 1982

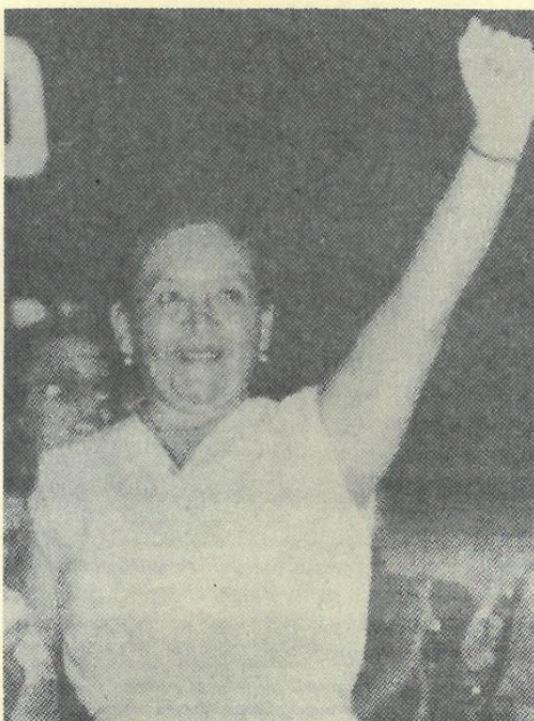
LA MORT DES COMMANDANTS MARCIAL ET ANA-MARIA

La fin tragique de Salvador Cayetano Carpio, le "comandante Marcial" quelques jours après celle de son adjointe, "Ana-Maria" est, à tous égards, un coup très dur pour les combattants salvadoriens. Marcial n'était pas seulement le fondateur et le dirigeant des Forces populaires de libération (FPL), la principale composante du Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN). Il était le plus connu, le plus populaire surtout, des révolutionnaires salvadoriens.

Il disparaît alors que sur le terrain les forces du FMLN ne cessent, depuis plusieurs mois, de marquer des points face aux troupes de la dictature démoralisées par les divisions de leurs chefs. Alors que de son côté, et dans un nouvel effort pour contenir les progrès des révolutionnaires, l'impérialisme se donne les moyens d'une intervention accrue. Dans la perspective de nouvelles et délicates échéances politiques et militaires, sa mort crée un vide considérable à la tête des FPL et du FMLN. Ses circonstances, à la suite de l'assassinat de la "comandante Ana-Maria" risquent également d'avoir des conséquences importantes.

PRÉSERVER, APPROFONDIR L'UNITÉ

"L'assassinat de notre commandant Ana-Maria a été planifié et exécuté par le dénommé Marcelo qui à ce moment-là était membre du commandement central des FPL. Il s'est prêté en cela aux manœuvres de la CIA (...). En commentant cet acte de haute trahison il a prétendu assouvir un ressentiment et résoudre des divergences idéologiques et politiques avec le camarade



Ana-Maria." Le communiqué officiel de la direction des FPL au Salvador est donc, malheureusement, explicite : la fin tragique de Ana-Maria, et par contre-coup celle de Salvador Cayetano Carpio répondent à des causes internes aux FPL.

A partir de là, et en l'absence d'informations plus précises, en particulier sur le caractère de ces "divergences idéologiques et politiques", il est à ce stade, inutile de spéculer. Et il serait irresponsable de tirer de l'extérieur des conclusions hâtives. Cette tâche appartient d'abord aux cadres, aux combattants des FPL et FMLN. Pour eux-mêmes, pour le peuple salvadorien, pour tous ceux et toutes celles qui sont engagés dans la solidarité avec leur combat.

Les difficultés que ces événements vont sans aucun doute susciter devront être résolues dans un cadre de guerre civile, avec toutes les contraintes que la clandestinité implique en matière de débat politique libre, etc. Elles poseront avec une force accrue la question des modalités pour un débat démocratique entre et au sein des organisations révolutionnaires salvadoriennes engagées sans restriction dans la lutte, mais devant affronter et résoudre, face à la stratégie de l'impérialisme, des problèmes d'orientation et de tactique particulièrement difficiles.

Dans l'immédiat, la tâche première sera évidemment la préservation et le développement de l'unité au sein du FMLN. Notre tâche, ici, restant plus que jamais l'affirmation et le développement de la solidarité.

André Meylan

Amérique centrale :

Signes et contradictions du durcissement américain

Invasion du Nicaragua par des somozistes basés au Honduras; envoi de nouveaux conseillers au Honduras; augmentation de l'aide militaire au Salvador : autant de faits témoignant du durcissement de l'attitude du gouvernement Reagan. Ce durcissement est accompagné de déclarations très agressives contre Cuba. Dans un récent discours, Reagan a qualifié Cuba de "nouveau régime fasciste", accusant le gouvernement cubain de vouloir imposer en Amérique centrale "une philosophie qui est étrangère à toutes nos croyances (...) qui méprise la liberté et la vérité, et qui est l'ennemi autoproclamé de la célébration de Dieu" (International Herald Tribune - IHT du 21 mai 1983).

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis au Salvador, révoqué après l'arrivée au pouvoir de Reagan, Robert White, explique les raisons du durcissement actuel : "Pour comprendre pourquoi le gouvernement a soutenu une invasion du Nicaragua par le Honduras, il faut se tourner vers le Salvador. De nombreux hauts fonctionnaires chargés de la politique étrangère comprennent que le gouvernement brutal et corrompu du Salvador tombe en pièces et que nulle aide militaire ne lui permettra de contenir les révolutionnaires. Mais la Maison-Blanche rejette fermement toute négociation directe avec la guérilla. Au contraire, Washington est déterminée à soutenir une bataille militaire régionale, en espérant pouvoir à la fin négocier une solution régionale à ses conditions" (IHT, du 6 mai 1983).

En d'autres termes, le Honduras a acquis un rôle central dans la région comme plaque tournante de la contre-révolution. C'est au Honduras que les Etats-Unis prévoient d'entraîner à l'avenir des unités de l'armée salvadorienne. Ce rôle accordé au Honduras s'est déjà traduit, en termes politiques, par le regroupement des différentes organisations révolutionnaires honduriennes dans un front unitaire, à l'instar du FMLN salvadorien et de l'URNG guatémaltèque. Ce front a déclaré que l'un de ses objectifs était l'affrontement avec la contre-révolution centro-américaine au Honduras. C'est dire que ce pays, tout autant frappé par la misère et l'oppression que les autres pays centro-américains, est une base peu solide pour l'impérialisme US. Aussi, l'intervention militaire américaine directe apparaît-elle inévitablement comme la seule solution contre-révolutionnaire possible à l'échelle de la région.

C'est la raison pour laquelle le Sénat et le Congrès américains s'acheminent, après de nombreuses hésitations en coulisses, vers une acceptation de l'augmentation substantielle de l'aide militaire au Salvador réclamée par Reagan, approuvant au passage la fonction décisive de la CIA dans l'entraînement et l'appui logistique aux "contras" nicaraguayens.

Pourtant, la politique de Reagan suscite une opposition massive aux Etats-Unis mêmes, ainsi que le montre un récent sondage du Washington Post et de la chaîne de télévision ABC. Les personnes interrogées ont rejeté, dans un rapport de 3 à 1, l'augmentation de l'aide militaire au Salvador réclamée par Reagan. Dans un rapport de 2 à 1, elles ont estimé "que la pauvreté et l'absence de droits de l'homme" sont une cause plus importante des troubles en Amérique centrale que la subversion. Dans une proportion encore plus massive (6 contre 1), elles ont déclaré qu'elles s'opposent à toute tentative secrète de renverser le gouvernement sandiniste, quel que puisse être le soutien qu'il accorde à la guérilla salvadorienne. Enfin, dans un rapport de 2 à 1, les personnes interrogées ont considéré que Reagan enverrait des troupes au Salvador, si le gouvernement devait se montrer incapable de défaire la guérilla (IHT, du 26 mai 1983).

La victoire de la révolution centro-américaine dépendra aussi de la capacité du mouvement de solidarité à transformer ces opinions en une opposition massive et active.

A. Meylan

XIIe Congrès national du PST :

UN CONGRÈS POUR RIEN



A Pentecôte, le Parti suisse du travail (PST) a tenu son XIIe Congrès national. Pour la première fois, *La Brèche* fut invitée à assister à une partie du congrès. C'est bien. Lorsque le PSO lui-même, en tant que composante du mouvement ouvrier suisse, sera invité, au même titre que les POCH, PSA et d'autres, ce sera encore mieux. Notons encore, pour l'anecdote, que cette invitation nous a valu le "privilège" de nous retrouver assis non loin d'un député du Soviet suprême... qui s'est d'ailleurs hâté, dès notre arrivée, de se détourner pour entamer une discussion frénétique avec son autre voisin, honorable correspondant de la *NZZ* (*Neue Zürcher Zeitung*) !

Un bilan singulièrement absent

Cinq ans se sont écoulés depuis le dernier congrès du PST. Ces cinq ans ont vu une forte accélération de la crise de ce parti : reculs électoraux très importants, parfois catastrophiques; baisse des capacités militantes (ce qui s'est traduit, entre autres, par le passage de la parution quotidienne de la *Voix Ouvrière* à une parution hebdomadaire); scissions et démissions spectaculaires dans le canton de Vaud, à Genève et à Zurich; échec dans la voie de la formation d'un parti unique avec les POCH et le PSA; etc. Dans ce contexte, on aurait pu

s'attendre à ce que le PST et en particulier sa direction mettent ces problèmes au centre de la discussion. Eh bien, pas du tout : les quatre documents précongressuels étaient faits de deux textes minuscules et relativement secondaires sur les femmes et les mass-médias, d'un appel pour les prochaines élections nationales et d'une résolution politique générale. Or cette dernière ne présente aucun bilan de la politique menée par le PST durant ces cinq dernières années. Rien, pas une ligne.

C'est tout juste si Armand Magnin, le secrétaire du PST, fit mention dans son rapport oral,

après de nombreux "satisfecit" adressés à la direction "des revers électoraux plus ou moins importants" subis par le PST. Mais ce fut pour en rejeter immédiatement, et comme de coutume, la faute principale sur "le déchaînement de



Armand Magnin, secrétaire général du PST.

la campagne anticommuniste avec tout l'impact qu'ont les médias modernes". Il est clair que cette "explication" n'en est pas une (la propagande anticommuniste est aussi vieille que le communisme lui-même). Mais elle remplit une fonction précise et très utile aux yeux de la direction : éviter autant que possible que la critique ne porte sur

l'essentiel, c'est-à-dire sur la ligne politique suivie. Et force est de constater, malheureusement, que ce type d'argumentation a une nouvelle fois rempli son rôle lors de ce congrès, la direction pouvant facilement utiliser "l'affaire Novosty" afin de créer le réflexe de "forteresse assiégée" chez les militants. Notons encore que cette volonté de "noyer le poisson" s'est également traduite par le fait qu'une résolution alternative à celle du Comité central n'a été ni publiée par la *Voix Ouvrière* et le *Vorwärts* ni distribuée aux membres...

Le PST et la lutte pour la paix

Cela dit, l'essentiel des débats du congrès tourna autour de la question de la lutte pour la paix qui "doit être la priorité absolue de notre temps, notre objectif vital", comme le déclare la résolution politique générale. Il faut bien sûr ajouter que le PST identifie la lutte pour la paix à la lutte pour une relance à la coexistence pacifique. C'est pourquoi il ne conçoit

le mouvement pacifiste que comme un mouvement de pression : pression sur le gouvernement américain pour qu'il s'assoie à la table des négociations; pression sur le Conseil fédéral pour qu'il apporte "une contribution active pour que toutes les voies de la négociation restent ouvertes". Le PST se cramponne donc à sa "vieille" conception de la coexistence pacifique. Le principal problème de cette conception réside dans le fait, comme nous l'avons répété maintes fois, qu'elle fait naître de très dangereuses illusions, en particulier l'illusion qu'il n'est pas nécessaire de renverser la bourgeoisie pour préserver la paix.

Cependant, ce n'est pas sur cette question, pourtant décisive, que portèrent les débats du congrès. Les polémiques se concentrèrent sur la question suivante : dans le mouvement pour la paix (et de manière générale, dans toute l'intervention du PST), les liens avec le "camp socialiste" constituent-ils un handicap ou un avantage ? Et faut-il garder la perspective de former un parti unique avec les POCH qui virent de plus en plus au vert ?

A ce propos, deux tendances se sont opposées. L'une, autour de la section du Tessin, favorable à une prise de distance accrue d'avec le modèle du "socialisme réel" et à la "réalisation d'une unité plus organique" avec les POCH et le PSA (à travers la mise sur pied, dans un premier temps, d'une fédération avec ces partis). L'autre, regroupant la vieille garde des stalinien pour lesquels l'URSS reste le "bastion du socialisme et de la paix" et qui voient l'origine des événements en Pologne dans "l'élection d'un pape polonais" (sic). Entre ces deux tendances, on trouve la direction nationale qui cherche à préserver l'unité du parti en élaborant les compromis les plus flous.

Mais cette situation ne pourra durer éternellement. Les positions se cristallisent. A long terme, elles sont inconciliables (voir la crise du PC espagnol). La direction devra choisir. La déclaration de Magnin selon laquelle les POCH connaissent "une évolution singulièrement opportuniste" semble indiquer en tout cas qu'elle n'est pas prête à renoncer à ce qui constitue son profil politique propre vis-à-vis de la social-démocratie : un lien privilégié avec le stalinisme.

Enfin, il faut souligner que le débat dont nous venons de faire mention a pratiquement effacé une question pourtant essentielle : quelle réponse le mouvement ouvrier suisse doit-il donner à la crise ? Quelle politique faut-il mener dans les syndicats ? Comment accroître la combativité des travailleurs ? etc. De tout cela, il ne fut quasiment pas question. On aurait dit que le spectre du chômage et de la crise était remplacé par celui de Staline et de Togliatti...

Pierre Sigerist

S. Rochat

Les POCH en congrès :

L'OUVERTURE, MAIS À QUOI ?

Encore sous le coup de leurs récents succès électoraux, les POCH (Organisations progressistes de Suisse) ont tenu leur congrès à la mi-mai à Berne. La ligne de "l'ouverture à tout ce qui bouge" — sauf Solidarność — y a été confirmée. L'ouverture, c'est aussi bien le lancement d'une initiative nationale "verte" — interdisant la construction de nouvelles autoroutes et routes nationales — que la perspective de former un groupe parlementaire "multicolore" au Conseil national ou encore le soutien à la Défense nationale apporté à la radio par le conseiller national Herczog. Mais c'est également la solidarité avec le Nicaragua, l'ovation qui salua le représentant de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) et le maintien, dans les statuts, de l'objectif d'une société sans classes. Tels sont aujourd'hui quelques-uns des jalons du "POCHisme".

Un congrès "cool"

L'ambiance du congrès était pour le moins détendue, sinon printanière. Ainsi les séances ne réunirent jamais les quelque 140 délégués annoncés, alors que les présents ne prenaient pas régulièrement part aux votes. L'article des statuts sur l'objectif des POCH ne fut donc voté que par 49 délégués (25 pour, 24 contre). La direction du parti fut peu présente dans les débats. Ce congrès devait visiblement davantage donner un coup d'envoi à la campagne électorale de cet automne que permettre une discussion de la ligne politique. Car à l'automne les bulletins de vote — même encore verts — se ramassent à la pelle...

Il fallait donc faire un peu le ménage, en se débarrassant de vieilleries comme la référence au marxisme-léninisme, lancer une initiative en direction des "Verts", tout en trouvant un consensus général pour les diverses tendances des POCH.

Un beau cahier vert, tout neuf et déjà raturé

Le rejet de la référence au marxisme-léninisme, salué comme il se doit par la presse bourgeoise, représenta, paradoxalement, plus une forme d'adieu au mouvement ouvrier traditionnel qu'une rupture avec les vieilles conceptions d'origine stalinienne des POCH. On le vit lors du vote d'une motion

demandant que dans le chapitre du manifeste électoral consacré à la solidarité avec les peuples en lutte il soit fait mention des "forces de renouvellement qui dans les pays socialistes luttent pour plus de liberté individuelle et pour la participation au procès de production". Elle fut rejetée sans discussion par 30 voix contre 14. Selon le motionnaire, Beat Schneider de Berne, sa motion concernait avant tout Solidarność; malgré ce vote, qu'il considère comme non représentatif, il estime qu'il y a accord d'ensemble sur ce point...

Pour une "société sans classes"

Au-delà des visées électorales, une "discussion programmatique rudimentaire" (selon l'expression de l'un des dirigeants des POCH, Fritz Witschi) est apparue s'agissant du nouvel objectif statutaire des POCH. La commission préparatoire proposait le texte suivant : "Le but des POCH est une société sans classes, libre de toute exploitation et oppression, solidaire et traitée sur pied d'égalité dans la communauté des peuples". Peter Mattmann voulait laisser tomber l'expression "sans classes", pour lui une antiquité ne rendant pas compte de la complexité des questions contemporaines.

L'origine, l'histoire des POCH, mais aussi l'influence des actions et des discussions menées avec le PSO l'en empêchèrent. "Ne plus parler de classes sociales au moment où l'ennemi de classe passe à l'offensive, quelle folie !"; "que diraient nos amis des mouvements de libération du Tiers Monde ?"; "devrions-nous à notre tour souscrire au résultat de 40 ans de paix du travail ?" : voilà quelques-uns des arguments, de poids, qui finirent par l'emporter en faveur de la formulation originale.

Ne pas rompre le dialogue

Le PSO prendra prochainement position sur l'initiative autoroutière des POCH. Nous continuons à estimer que l'ouverture aux "Verts" ne signifie pas fermeture aux problèmes sociaux pour les POCH. La lutte pour la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, la lutte pour des crédits sociaux, contre les dépenses militaires, tout cela, nous continuerons à le mettre ensemble — et avec d'autres forces — au centre de notre action contre l'offensive bourgeoise. Sinon, il n'y aura au mieux que davantage de mandats parlementaires, mais pas plus de possibilités de changement.

Afrique du Sud :

Le vendredi 20 mai une voiture piégée explosait devant le bâtiment abritant le Quartier général de l'Armée de l'air sud-africain dans la capitale, Pretoria. Le souffle de l'explosion provoqua l'effondrement de toute la façade de l'immeuble. Dix-sept personnes furent tuées et 180 blessées.

Il s'agit de l'attentat le plus important commis contre un objectif militaire du régime d'apartheid ces dernières années. Il fut accueilli avec enthousiasme par les noirs d'Afrique du Sud. Un jeune chômeur de 19 ans a résumé ce sentiment : "Ils les ont frappés ! Les flics, les blancs ne s'attendaient pas à ce qu'un homme noir frappe aussi durement". Tous savent qui est l'auteur de l'action : l'ANC (Congrès National Africain). L'attentat suit une série d'autres attentats commis ces derniers mois contre d'autres objectifs par les guérilleros de l'ANC. Il y a eu des attaques à la bombe contre des postes de police, une attaque à la roquette contre un établissement militaire près de Pretoria, et des attentats à la bombe contre la centrale nucléaire de Koeberg.

La riposte du régime sud-africain ne se fit pas attendre. Quelques jours plus tard une attaque aérienne sur la capitale

Un attentat révélateur

du Mozambique, Maputo, fit des dizaines de morts et blessés civils. C'est la troisième fois en une année que l'armée sud-africaine riposte à l'ANC en procédant à des raids meurtriers dans des pays africains avoisinants. L'année dernière, elle avait lancé ses troupes contre des bureaux de l'ANC près de Maputo tuant un certain nombre de ses responsables. Des commandos sud-africains attaquèrent également Maseru, la capitale du petit Lesotho, pays totalement encerclé par l'Afrique du Sud. Là également de nombreux noirs furent tués, y compris des ressortissants du Lesotho.

La recrudescence des actions militaires de l'ANC en Afrique du Sud est le signe des contradictions explosives qui s'accumulent en Afrique australe. Trois éléments soulignent cette évolution.

Premièrement, la crise économique et la politique d'apartheid aggravent la misère des masses noires. Une récente étude a révélé que 2,9 millions d'enfants noirs et métis souffrent de malnutrition. La faim en bas âge a des conséquences durables dramatiques : le développement du cerveau peut être sérieusement affecté, sans parler des nombreuses atteintes à la santé. Alors que les couches blanches riches connaissent de plus en plus de maladies dues à la suralimentation ! (The Star du 14 mai 1983).

Deuxièmement, la montée des luttes de masse en Afrique australe provoque un réalignement des forces dans le camp de la population blanche. Des partis racistes d'extrême-droite se sont fortement développés, à côté du Parti nationaliste au pouvoir depuis 1948. Cela entrave encore plus la marge de manoeuvre de la bourgeoisie sud-africaine dans sa recherche d'une solution permettant de coopter des secteurs de la petite-bourgeoisie métis et indienne dans son système de domination.

Troisièmement, ces dix dernières années ont vu le développement d'un mouvement syndical antiraciste et indépendant. Alors que la lutte armée menée par l'ANC pourra difficilement dépasser le stade d'actions courageuses de petits commandos audacieux, le développement du mouvement syndical illustre les potentialités de mobilisations prolétariennes de masse pour renverser le régime d'apartheid.

A. Meylan

Syndicats indépendants non raciaux en Afrique du Sud :



Un processus d'unification

Les années soixante-dix ont été marquées en Afrique du Sud par le développement permanent des luttes ouvrières dans les villes. Le déplacement du centre de gravité des luttes vers la classe ouvrière confronte le régime d'apartheid à deux problèmes. D'une part, il doit faire face à des revendications économiques; d'autre part, il est confronté à une lutte pour imposer la reconnaissance des syndicats, qui fournit une inspiration à l'ensemble du mouvement de masse, des associations d'habitants, etc.

Le mouvement syndical indépendant est encore jeune et divisé. Deux fédérations, la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU) et le Conseil des syndicats d'Afrique du Sud (CUSA), de même qu'un certain nombre de syndicats de branches, se partagent l'essentiel des forces organisées syndicalement. Le mouvement syndical indépendant se déclare "non racial". Dans la situation sud-africaine, cela constitue une formule pédagogique pour un syndicalisme de classe, par opposition au syndicalisme constitué sur des bases raciales. A l'intérieur de ce mouvement, les problèmes de construction syndicale sont devenus de plus en plus un thème de débat et de différenciation entre les différentes fédérations.

"Enregistrement" ou non

L'une des questions importantes ayant suscité de nombreux débats a été celle de "l'enregistrement". Le gouvernement a introduit une législation soumettant la reconnaissance syndicale à une procédure "d'enregistrement" comportant de nombreuses conditions restrictives. Le but de cette législation est d'introduire un contrôle répressif sur les syndicats. Un certain nombre de syndicats ont accepté de se soumettre à cette procédure pour des raisons tactiques, d'autres l'ont refusé. La FOSATU et les fédérations qui lui sont affiliées ont, par exemple, accepté l'enregistrement.

Lors de la première conférence unitaire des syndicats tenue en août 1981 à Langa, les participants adoptèrent une résolution condamnant la procédure d'enregistrement telle qu'elle est conçue, indiquant que chacun se refusait à se soumettre au contrôle prévu par le gouvernement. Des rencontres unitaires ultérieures firent apparaître une divergence. D'un côté, la FOSATU, avec d'autres, insista sur la nécessité d'une discussion sur le contenu de l'unité; de l'autre, plusieurs syndicats, dont la SAAWU (centrale des Syndicats sud-africains unifiés), mirent l'accent sur la nécessité de refuser l'en-

registrement comme préalable à toute discussion.

La force croissante de l'organisation syndicale et la conscience politique exercent cependant une pression en direction d'une unité accrue entre ces syndicats.

Vers un syndicalisme de classe unifié

Une récente conférence a permis de vérifier ce développement vers un syndicalisme de classe unifié. Les 9 et 10 avril derniers s'est tenu à Athlone, au Cap, un nouveau sommet réunissant les principaux syndicats indépendants des travailleurs noirs d'Afrique du Sud. La réunion d'Athlone a permis de jeter les bases d'une nouvelle fédération indépendante. Sept syndicats en font partie, dont la FOSATU et la SAAWU, qui s'étaient opposées par le passé. Certains de ces syndicats sont enregistrés, d'autres ne le sont pas. D'autres syndicats — dont le CUSA et le GWU (Syndicat général des travailleurs) — ont refusé pour l'instant de se joindre à cette nouvelle fédération. Les sept syndicats formant cette dernière ont décidé de mettre sur pied un comité chargé de superviser le processus de construction de la fédération et regroupant des représentants de chacun d'entre eux.

Rendu encore plus nécessaire par la récession économique qui touche l'Afrique du Sud depuis une année et demie, le rapprochement entre les syndicats du pôle unitaire s'était déjà traduit par la décision du GWU de ne pas chercher à concurrencer notamment les syndicats de la FOSATU dans les branches où ces derniers étaient implantés. Plus parlant encore, la réunion qualifiée "d'historique" par le MAWU (Syndicat des travailleurs de la métallurgie, soutenu actuellement par le Solifonds) entre ses délégués et ceux du GWU à l'échelle du groupe industriel géant Dorbyl, les 13 et 14 mars 1983, afin de définir une position commune dans les négociations sur les indemnités de licenciements.

L'unité concrétisée au sommet d'Athlone n'a donc rien d'un simple accord au sommet d'un pacte de non-agression. Elle exprime bel et bien une volonté de mettre en œuvre une action unitaire et disciplinée. La future fédération constituera un progrès considérable de l'unité des forces syndicales, elle pèsera d'un poids politique énorme en tant qu'organisation de masse des travailleurs noirs.

A. Meylan

Campagne de soutien du Solifonds aux syndicats non raciaux

A l'occasion du 1er Mai, le Solifonds a lancé sa première action. Il s'agit de soutenir le combat de deux syndicats non raciaux sud-africains, le NUTW (travailleurs du textile) et le MAWU (travailleurs de la métallurgie), membre de la centrale FOSATU.

Le Solifonds a été fondé par le Parti socialiste suisse, l'Union syndicale suisse et l'Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) ainsi que par onze organisations de solidarité, dont les Comités Nicaragua — Salvador. Ces dernières n'ont cependant obtenu qu'un quart des voix dans le Solifonds.

Les représentants des organisations de solidarité disposent avec ce Solifonds d'un instrument, parmi d'autres, pour développer un travail de solidarité internationale dans les syndicats, ce qui est positif. Ils auront toutefois la tâche de veiller à ce que les campagnes du Solifonds soient orientées vers les véritables intérêts des masses opprimées du Tiers Monde. Il est, par exemple, significatif que le président du Solifonds, Marco Mona, représentant du Parti socialiste suisse, ait exclu, lors de la conférence de presse présentant le Solifonds, un soutien à la lutte armée par des mouvements de libération dans le Tiers Monde.

Cela dit, la campagne de soutien aux syndicats sud-africains est utile et justifiée. Aux syndicalistes de saisir cette occasion pour ouvrir la discussion et lancer la mobilisation dans leurs organisations.

Soutien aux syndicats non raciaux sud-africains :
CCP 80 - 7761, Solifonds, Zurich.

Pologne :

LA PAROLE À JOZEF PINIOR



Président du Comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie et membre de la Commission provisoire de coordination (TKK) de Solidarność, Jozef Pinior a été arrêté le 24 avril dernier. Nous reproduisons ci-dessous quelques-uns de ses propos publiés par *Robotnik 83*, bulletin du Comité de coordination du syndicat Solidarność en France (120, rue de Crimée, 75009 Paris).

Ces déclarations sont des extraits d'entretiens de Jozef Pinior avec la presse clandestine de l'usine *Polar* de Wrocław et celle du RKS de Basse-Silésie reproduits par *Robotnik 83*.

L'erreur du 10 novembre

(Extrait de *U Nas-Chez nous*, bulletin de l'usine Polar de Wrocław, numéro 17/18, 17 février 1983)

* Comment évaluez-vous l'action du syndicat dans la clandestinité ?

— Pour répondre à cette question, nous devons clairement prendre conscience de nos pertes, mais aussi considérer en arrière-plan la situation internationale et voir notre lutte dans une perspective historique. J'adresse ceci à tous ceux qui critiquent si facilement les dirigeants clandestins de Solidarność. La déterminante principale de notre activité présente reste Yalta, le fait que la Pologne se trouve dans — appelons cela délicatement — la zone d'influence de l'URSS. Rappelez-vous les années quarante, quand les communistes ont réussi non seulement à liquider toutes les structures socio-politiques indépendantes, mais encore bien davantage : rendre la société esclave. L'exemple classique de cet esclavage est la "normalisation" hongroise après 1956, ou celle de la Tchécoslovaquie après l'effondrement du "Printemps de Prague". Au contraire, dans la Pologne de l'état de guerre est apparue une situation entièrement nouvelle, quelque chose de neuf est né au pays du "socialisme réel" : la société a refusé cet esclavage. Je pense que nous ne réalisons pas encore clairement cette nouvelle situation, nous sommes exaspérés, frustrés, car pendant seize mois nous avons possédé énormément de choses et tout a pris fin brutalement. Par contre, si nous mettons en rapport les accords de Yalta et tout ce que nous sommes parvenus à réaliser pendant la durée de l'état de guerre, la situation ne se présente de loin pas aussi tragiquement. Nous avons beaucoup perdu, mais ce n'est que le début de la lutte.

Déclencher la grève générale

* Vois-tu encore une chance d'entente pacifique avec le pouvoir ?

— Ma réponse sera formelle : non ! Ce qui ne veut pas dire que je sois un faucon et que je rêve d'affrontement. Tout simplement, ce pouvoir n'a aucun désir d'entente. La réponse à cette question est le fond même de la déclaration-programme de la TKK du 22 janvier dernier. Nous y prenons clairement position : le système politique actuel, militaro-policié, n'est pas réformable. La junte n'évoluera vers aucune démocratisation si nous ne l'y forçons pas. La grève générale nous paraît inévitable. Je vois les choses ainsi : ou nous attaquons en déclenchant la grève générale, et nous commençons à la préparer sérieusement, ou alors de longues années de pouvoir militaire nous attendent. Partout où les militaires s'emparent du pouvoir, ils ne s'en séparent pas facilement. C'est même une technique de gouvernement de cet appareil bureaucratique de caserne. Beaucoup craignent que la grève générale ne déclenche une intervention

militaire directe de l'URSS. Le seul moyen de nous en garantir sera notre degré de préparation : moins nous serons préparés, plus la grève sera chaotique, et plus il y aura de chances d'une agression directe. Une organisation parfaite, un système de communications régional et inter-entreprises, le contrôle de la grève par nous-mêmes, telles sont les garanties du succès, et aussi de ce que l'URSS s'abstiendra d'intervenir militairement.

Garde ouvrière et autogestion

(Extrait de *Z Dnia na Dzien*, numéro 2/261, bulletin du RKS de Basse-Silésie, 13-20 janvier 1983)

* Cela veut-il dire que dans le projet de programme du RKS se trouve la prévision de la grève générale ?

— Il faut bien comprendre que tabler sur la bonne volonté du pouvoir, sur des "arrangements", sur une intervention de qui que ce soit en notre faveur, c'est de la naïveté. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. C'est pourquoi le RKS prévoit la grève générale pour le moment où la société ne supportera plus la misère sans cesse grandissante. Il est difficile de préciser quand cela se produira exactement. Mais rappelons-nous que les prix vont subir une nouvelle augmentation, qu'au printemps et en été l'offre de viande sera en diminution, que dans la construction de logements la

crise s'aggrave. Nous voyons deux éventualités : ou le syndicat s'engage dans la grève générale dès que l'appauvrissement de toute la population en sera arrivé au point où se déclencheront des mouvements spontanés et des grèves sauvages, ou alors nous fixons la date de cette grève, en la liant par exemple au boycott des élections à la Diète qui doivent se dérouler dans le cadre de la loi électorale actuelle. Personnellement, je considère la première éventualité comme la meilleure. Dans tous les cas, la préparation des entreprises à la grève générale est l'exigence primordiale.

* Penses-tu à la garde ouvrière ?

— Oui. Le RKS annonce dans son projet de programme la formation dans les principales entreprises de détachements de la garde ouvrière en tant qu'organes exécutifs du RKS. Je voudrais souligner ici que la garde ouvrière ne servira à aucune action du type "petit sabotage", ni à agir contre les collabos, etc. Le but qui lui est assigné est bien plus important : la préparation des usines, sur le plan technique, à la grève générale nationale.

* Dans la déclaration du 16 décembre 1982, tu parlais des liens entre l'action clandestine et certaines formes d'activité légale. Qu'entends-tu par là ?

— Justement, il s'agit d'une chose très importante. Il faut à tout prix abandonner notre "programme du non" au profit d'un programme positif, en particulier dans le domaine économique. Nous devons nous concentrer sur notre programme économique. Il faut se rappeler que les commissions ouvrières espagnoles ont existé plus de vingt ans dans la clandestinité et ont pourtant exercé une influence importante sur la gestion des entreprises, par le biais d'organes légaux, comme par exemple les comités d'entreprise. En ce moment, nous discutons

à nouveau la question des conseils ouvriers. Nous avons des travaux d'experts qui suggèrent de reprendre notre action dans cette direction. C'est également l'avis de plusieurs représentants syndicaux d'entreprise. Mais, bien sûr, il existe aussi des arguments opposés. Si nous nous décidions à opter pour agir au sein des conseils ouvriers, ce serait un modèle de liaison entre activités légales et illégales.

* Ainsi donc, d'une part, la préparation de la grève générale et de l'autre, le travail à la base, l'"économisme" ?

Bien sûr. Solidarność a toujours lié ces deux traditions. La préparation de la grève générale ne doit pas nous cacher l'importance des actions de fond, du travail à la base. Nous devons dès maintenant préparer la société à la démocratie, nous devons dès maintenant la lui apprendre. Nous n'apprenons pas l'autogestion en faisant de la résistance passive, en nous limitant au "programme du non". Les militants du syndicat clandestin devront parfaitement connaître les questions économiques, ils devront savoir quoi faire pour que leur usine commence à produire et à se développer. C'est pour ces raisons que le RKS a décidé d'organiser l'université ouvrière pour les militants syndicaux des entreprises, cette université où des scientifiques donneront des cours d'économie et d'étude de la réforme économique, de gestion d'entreprise, de sociologie, de droit, d'étude des doctrines politiques. Les militants de Solidarność devront être préparés quand viendra le moment où la société prendra réellement le contrôle de l'économie. Alors, beaucoup de choses seront entre nos mains : sans compétences, sans pratique, nous ne pourrions répondre aux attentes de la société, nous ne pourrions arracher le pays à la misère et à la ruine.

notes ... notes ... notes ... notes ... notes ... notes

Nestlé :

AU SERVICE DE L'HOMME

Bénéfice net déclaré du groupe Nestlé-Unilac en 1982 : 1,098 milliard de francs. Réserves et bénéfices officiellement non distribués : un peu plus de 4 milliards ! Bonne année, donc pour la multinationale de Vevey. Dont les dirigeants ne manquent ainsi pas de ressources matérielles. Ils ne manquent pas non plus de souffle. On apprend en effet dans le dernier rapport annuel de Nestlé que cette multinationale a comme ligne de conduite de "servir toujours mieux la personne humaine" ! Ce qui se traduit quelques lignes plus bas par la mention des investissements faits dans les produits cosmétiques et pharmaceutiques... Un humanisme à visage commercial en quelque sorte !

Malheureusement, la multinationale veveysanne n'allonge pas davantage la liste de ses bienfaits. C'est ainsi qu'elle ne mentionne pas qu'elle a dû modifier deux fois, sous la pression internationale, ses "instructions" pour le respect du code de conduite de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Pas plus qu'elle ne parle des 110 000 signatures récoltées dans 38 pays du monde et protestant contre ses "pratiques de vente irresponsables" en matière de lait en poudre pour les nourrissons. Ces signatures ont pourtant été déposées lors de son assemblée

générale. Par contre on apprend que Nestlé a procédé à une "restructuration des activités que nous avions en commun avec un autre groupe" en Colombie. La timidité naturelle des humanistes du Conseil d'administration les empêche certainement d'en dire plus. Nous le ferons donc à leur place.

En réalité, par le biais de la création artificielle de deux firmes distinctes, Nestlé a tenté d'empêcher la formation d'un syndicat de tous les travailleurs de Nestlé en Colombie. Poursuivant dans cette voie au service de la "personne humaine", Nestlé-Colombie a lancé sa propre organisation du personnel (ses membres touchaient une gratification de fin d'année). Refusant d'accorder une véritable compensation du renchérissement, Nestlé-Colombie fut alors confrontée — à sa grande surprise et malgré ses manœuvres de division — à une grève de 27 jours de 1 500 travailleurs de ses entreprises. Cette grève, victorieuse, entraîna, entre autres, la reconnaissance officielle du syndicat de tous les travailleurs de l'industrie alimentaire Nestlé en Colombie. Ce résultat est évidemment bien moins au service de la "personne humaine" que la vente de cosmétiques.



Le 1er Mai 1983 de Solidarność à Gdansk.

"Qui dirige la Suisse ?" :

UN LIVRE PROVOCANT



Pierre Aubert, ou comment pédaler dans l'illusion d'être au pouvoir...

"La Suisse est aujourd'hui dirigée par l'élite de la coalition gouvernementale dominée par la bourgeoisie, avec la collaboration décisive des intérêts privés et organisés — et non par le peuple." Qui ose émettre un avis aussi subversif ? S'agirait-il d'une nouvelle mouture du "dogmatisme marxiste" ?

La réponse est non. Il s'agit de la conclusion du dernier ouvrage du politologue Hans Tschäni *Wer regiert die Schweiz ?* paru il y a peu aux Editions Orell Füssli. Une maison d'édition peu suspecte de gauchisme puisqu'elle imprime nos billets de banque ! Hans Tschäni est connu pour ses ouvrages présentant, en termes simples, le fonctionnement des institutions helvétiques.

Quand le patronat et l'Etat vont la main dans la main

La thèse centrale de Tschäni est que le processus de décision politique en Suisse est le fait d'une mince élite bourgeoise qui contrôle l'essentiel des mécanismes d'élaboration des lois.

Sa démonstration s'appuie sur une étude détaillée des canaux qui permettent aux sommets de l'Etat de collaborer avant tout avec les représentants des milieux patronaux.

Il commence par l'étude de l'institution de la "commission d'experts". Il relève que la solution des problèmes toujours plus complexes par l'Etat a entraîné le développement d'une infrastructure géante de commissions permanentes et *ad hoc* de l'administration et du Conseil fédéral. Ces commissions sont le terrain d'action privilégié, non pas tant d'experts "neutres", mais des multiples représentants qualifiés des associations économiques. Le nombre de ces commissions s'élèverait à 721 ! Les "experts" seraient pour moitié des représentants de l'administration, 24 o/o environ seraient des professeurs d'université et des spécialistes d'entreprises privées, le reste étant composé de représentants de l'artisanat, du patronat, des syndicats ouvriers et de la paysannerie. Les associations patronales disposeraient de deux fois plus de sièges que les syndicats. Si l'on tient compte du fait que la grande majorité des hauts fonctionnaires, professeurs d'université et spécialistes

privés sont issus des milieux bourgeois on a une image assez exacte des rapports de forces !

La bourgeoisie dispose ainsi d'un instrument puissant. "Le système des experts pose et formule au début de la formation de la volonté étatique des valeurs déterminées qui guideront et influenceront la procédure jusqu'à son terme." (p. 93) Ce système a l'immense avantage sur le parlement de permettre la mise sur pied des compromis essentiels entre les différentes composantes de la bourgeoisie dans le cadre du secret absolu qu'offre la "commission d'experts".

Le travail de la commission terminé, le Conseil fédéral sera en mesure de procéder à l'habituelle consultation, suivie de la publication d'un projet destiné aux Chambres fédérales. Une fois arrivé aux Chambres, de nouvelles commissions parlementaires siégeront dans le secret pour pauffer les compromis réalisés lors des étapes précédentes. Compte tenu du caractère de milice du parlement, de sa domination absolue par les partis bourgeois, et du pouvoir de l'administration, les débats parlementaires finals n'ont qu'un caractère de façade. Tout est réglé comme sur du papier à musique.

Le PSS et les syndicats

Combien de fois n'a-t-on pas entendu les représentants du Parti socialiste suisse (PSS) et des syndicats se plaindre de leur sous-représentation dans ce bataillon de com-

missions et dans les hautes sphères de l'administration ?

Tschäni montre que cela est vrai : ils sont moins représentés que les bourgeois. Mais, et cela devrait être source de réflexion pour tous ceux qui croient à ces lamentations des notables syndicaux et sociaux-démocrates, Tschäni met le doigt sur le fond politique du problème. L'abstentionnisme électoral s'explique, selon lui, en large partie par le fait que la coalition entre bourgeois et sociaux-démocrates a supprimé toute opposition dans le pays et a renforcé le sentiment d'impuissance face à la machine de l'Etat. Il en découlerait, selon Tschäni, un large potentiel d'opposition, actuellement inexprimé. L'absence d'opposition, même réformiste, a contribué au renforcement de la bourgeoisie. Quelle meilleure démonstration pourrait-on espérer de la responsabilité des notables sociaux-démocrates — si soucieux de leurs sinécures et de leurs petits strapontins dans l'appareil d'Etat — pour la perte d'identité et d'indépendance du mouvement ouvrier !

En guise de conclusion, Tschäni propose une série de solutions "techniques" pour renflouer la crédibilité des institutions. Il propose, entre autres, la suppression du droit de référendum, estimant que la menace du référendum constitue un instrument décisif permettant à l'élite bourgeoise de bloquer toute amélioration ou progrès important. Une telle solution technocratique, outre qu'elle renforce objectivement l'Etat bourgeois (pensons à la Police fédérale de sécurité), passe à côté du véritable problème, à savoir celui du rapport des forces. Un mouvement ouvrier combatif et indépendant serait en mesure d'imposer bien plus de choses qu'aujourd'hui. Tschäni le confirme indirectement en indiquant que l'action directe extra-parlementaire des anti-nucléaires a eu bien plus d'effets que la collaboration "loyale" dans les institutions. Une petite leçon de choses !

J. Schneider

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

GENÈVE

Salle des Fêtes du Lignon
sa 18 juin : *Journée de solidarité avec le peuple sahraoui.*

Journée organisée par le Comité suisse de soutien au peuple sahraoui à l'occasion du 10e anniversaire du Front POLISARIO. Programme : une rétrospective européenne des affiches éditées depuis 1975 par les différents comités de soutien au peuple sahraoui; une animation cinématographique avec plusieurs films sur le conflit du Sahara occidental et la vie dans les camps de réfugiés; des groupes de musique, et la *Troupe de chants et danses sahraoui.*

Tous les 15 jours, dans la région genevoise, à partir de 21h., sur Radio Zones, FM 101,4 Mhz, l'émission "A l'écoute du peuple sahraoui" est réalisée par le Comité. Prochaine émission : lundi 6 juin.

Salle Patifio, 26, av. de Miremont, Cité Ciné-Club
ma 14 juin, 20h. : *Teorema*, de Pier Paolo Pasolini;
22h. : *Onibaba*, de Kaneto Shindo (Japon).

FRIBOURG

Du ve 10 juin au sa 16 juillet, aura lieu un festival, *Belluard 83* au Belluard justement !

Le Belluard (en allemand Bollwerk) est une ancienne fortification militaire du XVIe siècle, située au centre de la ville dans le quartier d'Alt, en face du Centre professionnel. Ce festival sera vaste et éclectique : près de 50 représentations, quelque 300 artistes, pour la plupart fribourgeois, amateurs et professionnels; musiques (rock, jazz, opéra, concerts, etc.), théâtre, danse, cinéma, clowns et marionnettes. Les après-midi : spectacles pour enfants. Voici le début du programme.

ve 10 juin, soirée : *rock T.B.*; nocturne : ciné, festival *Buster Keaton*. sa 11, soirée : danse-théâtre *3702 "Flux"*; nocturne : jazz *Gin Quartet*. di 12, soirée : *3702 "Reflux"*. me 15, soir. : *Blue Palm "Danses en carré"*. je 16, soir. : *Choeur des XVI*; noct. : film *Don Quijote*, de Peter Krebs. ve 17, soir. : *Deutschfreiburgische Theatergruppe "Fik-zioon"*, de F.C. Zauner; noct. : film *The Marx Brothers "Une nuit à Casablanca"*. sa 18, soir. : *Clown Roberto "Le violon dingue"*; noct. : jazz *Phillot Quintet*. di 19, soir. : *Opéra Cocteau/*

Poulenc "La Voix humaine", par J.C. Charrez/C. Bernet/J.L. Klicher.

LA CHAUX-DE-FONDS

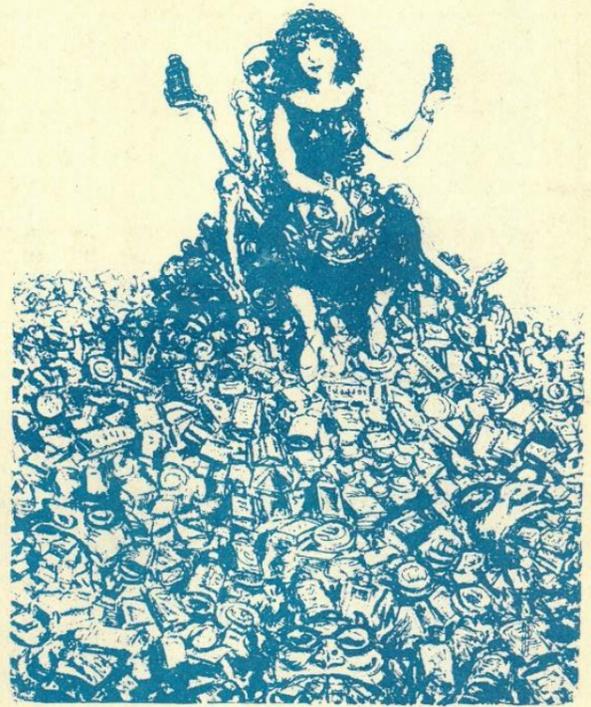
En juin, le Théâtre Populaire Romand (TPR) inaugurerà le Théâtre de Beau-Site par une création : *Par-dessus bord*, de Michel Vinaver (22 comédiens, danseurs et musiciens, plus de six heures de spectacle, accueil des spectateurs, visite du nouveau théâtre, restauration dans la maison, entretiens avec les comédiens, etc., renseignements pour les dates et horaires : 039 / 23 74 43).

Et sur vos écrans : *Le Mur*, film de Yilmaz Güney (l'auteur de *Sûru / le troupeau* et *Yol / la voie*). *Gandhi*, de Richard Attenborough. *La Mort de Mario Ricci*, de Claude Goretta (CH), qui ne mérite pas les méchantes critiques qu'il a eues. Et *La Femme tatouée*, de Y. Takabayashi (Japon, 1983), merveilleux film qui montre les Japonais déchirés entre le Japon traditionnel et le capitalisme qui a été plaqué dessus.

Eva Nouie

Industrie pharmaceutique :

COMMENT LES TRUSTS PILLENT ET EMPOISONNENT LE TIERS MONDE



La représentation locale de Ciba-Geigy, qui produit la Cibalgine, nia, dans un premier temps, toute connaissance du médicament. Ce qui n'était pas surprenant car la vente du médicament est interdite par les autorités sud-africaines. L'amidopyrine, qui est la substance active de la Cibalgine, était connue depuis 58 ans pour être la cause de l'agranulocytose, la maladie dont souffrait Carole...

La vente incontrôlée et la promotion de médicaments fabriqués en Occident est la source de souffrances, voire de décès pour d'innombrables personnes comme Carole. Il suffirait d'établir une liste de médicaments de base pour soigner les maladies dans les pays les plus pauvres et sauver des millions de vies. Au lieu de cela, les trusts pharmaceutiques d'Europe et d'Amérique du Nord inondent le marché avec des préparations polyvitaminées, des antidépresseurs, des médicaments pour la toux et les rhumes et des stéroïdes anabolisants, médicaments de peu d'utilité.

Les dégâts

Ces produits ne font, souvent, que peu de bien et peuvent provoquer de nombreux dégâts. Mais ils sont une source de profits lucratifs pour leurs producteurs.

Le commerce international des produits pharmaceutiques est dominé de manière écrasante par les nations industrialisées riches, notamment les Etats-Unis, la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et la Suisse. Quelque 50 trusts internationaux contrôlent la plus grande partie de ce commerce.

Quelques entreprises de pointe stimulent la vente, sans avertissements adéquats, de médicaments interdits en Occident à cause de leurs effets secondaires potentiellement dangereux. Elles encouragent le développement de nouvelles formes de maladie, plus résistantes aux traitements vu l'abus répété d'antibiotiques à chaque occasion. Elles stimulent le développement de puissants stéroïdes anabolisants pour stimuler l'appétit des enfants souffrant de malnutrition. Enfin, elles exigent des prix exorbitants, jusqu'à vingt fois plus élevés en termes réels qu'en Occident.

Une publicité agressive, dirigée prioritairement vers les couches plus aisées des villes, influence inévitablement les couches

Carole se plaignait de maux de tête depuis plus d'une semaine. Sa température augmentait. Un pharmacien de sa ville au Mozambique lui a proposé d'essayer un calmant populaire appelé Cibalgine.

Le médicament n'eut aucun effet. Carole commença à avoir des plaies autour de la bouche. Bientôt, des bouts de gencives se détachèrent lorsqu'elle se brossait les dents. Son visage s'étant enflé démesurément, tandis que de nouvelles infections douloureuses se déclaraient sur ses bras, Carole fut hospitalisée. Sa vie étant manifestement en danger, elle fut donc envoyée à Johannesburg, en Afrique du Sud, pour suivre un traitement.

L'infection qui avait débuté dans la bouche se répandit sur tout le corps. Des rayons X révélèrent des abcès dans les poumons. Ses lèvres tombèrent, leur chair totalement décomposée. La mâchoire s'avéra être atteinte. Heureusement, le laboratoire de Johannesburg fut en mesure d'identifier la bactérie inhabituelle responsable de l'infection, et la décomposition physique de Carole fut heureusement enrayerée.

Lors de sa convalescence, Carole indiqua à ses médecins qu'elle avait pris de la Cibalgine. Il ne fut pas nécessaire de chercher plus loin les causes de sa maladie.

les plus pauvres. Cette promotion agressive des ventes, tout en renforçant la croyance que les médicaments occidentaux sont les meilleurs, amène les gens à acheter des produits de marque plus chers, alors même que des produits de rechange, meilleur marché, sont produits localement.

Le problème est aggravé par la distribution inégale de la richesse et de l'accès aux soins dans de nombreux pays du Tiers Monde.

A cela s'ajoute l'absence de contrôles étatiques. Des antibiotiques sont vendus sur les marchés comme des bonbons. Des pharmacies au personnel non qualifié vendent toutes sortes de médicaments puissants sans prescription. Des marchands ambulants vendent pilules, potions et doses pour injections, sans disposer d'aucune formation médicale.

Danger : médicaments !

La pression commerciale est si forte qu'au Népal, au Brésil et dans une partie de l'Amérique centrale, il y a trois fois plus de représentants des trusts pharmaceutiques que de médecins.

Afin de répondre aux critiques de cette vente irresponsable, les trusts pharmaceutiques occidentaux invoquent le prétexte qu'il appartient aux gouvernements du Tiers Monde de décider des médicaments autorisés. La vérité est que ces gouvernements dépendent largement des trusts pour l'informa-

tion sur leurs produits. Quarante-cinq des nations les plus pauvres et les plus petites du monde sont totalement dépendantes de l'importation de médicaments finis.

Des recherches récentes ont jeté une lumière crue sur certains des abus les plus choquants :

* L'amidopyrine, l'analgésique qui provoqua l'horrificante dégradation physique de Carole, est depuis 1938 interdite à la vente libre aux Etats-Unis. En 1963, à cause de la pression de l'opinion médicale, son producteur la retira de la vente en Angleterre. En 1977, Ciba-Geigy annonça son intention de retirer l'amidopyrine de tous ses produits avant la fin de l'année. Trois ans plus tard, des médicaments de Ciba-Geigy contenant cette substance étaient encore vendus au Portugal et dans dix pays du Tiers Monde, y compris le Mozambique, où Carole faillit décéder de son traitement.

* L'Entero-Vioform et le Mexaform (fabriqués également par Ciba-Geigy) sont des médicaments destinés au traitement de la diarrhée. Ils contiennent le clioquinol qui, s'il est absorbé durant une période prolongée à hautes doses, provoque cécité et paralysie chez certains patients. Les producteurs ont versé des dédommements à certains de ces patients au Japon et en Europe et l'Entero-Vioform a été retiré du marché britannique. Mais ils continuent à être vendus librement dans de nombreux pays du Tiers Monde,

comme le Bangladesh, l'Inde et le Yémen du Nord, sans indication des effets secondaires potentiels.

* Les stéroïdes anabolisants Orabolin, fabriqués par la firme néerlandaise Organon, sont utilisés dans les pays occidentaux surtout pour soigner des maladies graves du sang. Ils peuvent provoquer des effets secondaires très sérieux tels que la jaunisse et des tumeurs du foie. La compagnie elle-même indique aux médecins britanniques que l'Orabolin "n'est pas recommandé pour des enfants". Pourtant, les représentants d'Organon au Bangladesh poussent la vente du produit comme reconstituant musculaire et stimulant pour l'appétit destiné aux jeunes souffrant de malnutrition et ce sans avertissement aucun.

* Les antibiotiques sont vendus par les producteurs occidentaux pour des usages triviaux et inutiles, encourageant une progression alarmante de nouvelles maladies plus résistantes aux médicaments.

* Des médicaments secondaires inondent de nombreux pays qui sont le moins à même d'assumer leur coût. Par exemple, aux Philippines 162 médicaments contre la toux sont en vente, représentant le 12 o/o du total des ventes de médicaments en 1980. Moins d'une douzaine de ceux-ci sont basés sur la codéine, le seul médicament contre la toux compris dans la liste des médicaments de base établie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

* Le gaspillage des médicaments et les consommateurs trompés sont les deux faces d'un même problème. La vitamine B-12 est largement vendue dans de nombreux pays pauvres. Elle est souvent contenue dans des pilules polyvitaminées, quand bien même les experts estiment que l'absorption orale de la vitamine B-12 est inutile. Elle est souvent offerte à de fortes doses qui ne produisent pas de meilleur résultat que des doses moins élevées. Parmi ces doses de vitamine B-12 destinées à être injectées vendues au Brésil, 106 sont offertes avec une concentration cinq à trente fois supérieure à celle qui est recommandée et vendue par le trust Glaxo en Angleterre.

* Les produits de marque occidentaux coûtent incroyablement chers. Le Bactrim, produit par Hoffmann-La Roche, est le médicament antibiotique le plus vendu au Mexique. Il coûtait 138 pesos en 1978. Cette somme suffisait

pour fournir une alimentation de base à une famille de quatre personnes pendant deux semaines. Au Bangladesh, 100 aspirines, vendues sous la marque Genasprin, coûtent l'équivalent du 2,5 o/o du revenu annuel d'une famille pauvre.

La tragédie réside dans les sacrifices acceptés par les pauvres pour acheter ces médicaments, alors que la cause de tant de leurs maladies est la pauvreté et l'ignorance. Une veuve dans un village près de Dacca, en Inde, a vendu ses ustensiles de cuisine, ensuite sa parcelle de terrain afin d'acheter des reconstituants pour son cinquième enfant, qui souffrait de malnutrition et de diarrhée. La santé de l'enfant ne s'améliora pas. La vraie raison de son état était une alimentation déficiente...

Un scandale permanent

Les trusts pharmaceutiques, en particulier les trusts suisses, engrangent des profits juteux sur leurs ventes dans le Tiers Monde. Ces profits sont souvent bien déguisés. De nombreux trusts confondent les statistiques concernant les pays dominés et les pays capitalistes développés, ce qui rend difficile tout jugement précis sur l'origine de leurs profits.

Les trusts transfèrent aussi leurs profits en surévaluant la valeur des matières premières exportées. Les profits les plus importants se réalisent là où les gouvernements n'exercent que peu de contrôles sur les investisseurs étrangers. Les Philippines sont un cas classique. Une étude récente de la Commission des Nations Unies sur le Commerce et le Développement a révélé que la capsule la moins chère de tetracycline était huit fois plus chère aux Philippines qu'aux Etats-Unis. Les produits les plus connus de Hoffmann-La Roche, le Librium et le Valium, sont huit à quatorze fois plus chers qu'en Grande-Bretagne.

Un bel exemple de l'impérialisme, en particulier suisse, dans une année où la chimie bâloise annonce des profits records !

(D'après l'article de Kathy Kirkham, paru dans *Socialist Action* no 5 du 15 avril 1983)

Cet article est basé sur deux livres récents : *Bitter Pills : Medicine and the Third World*, de Dianna Melrose et *The Health of Nations : a North-South Investigation*, de Mike Fuller. Le cas de Carole est tiré de *Health of Nations*.